

bimensuel  
n° 28  
12 MAI 1978  
5 ff 35 f.b 3 fs

# INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

## CONGRES DU P.C.E.

### les vents nouveaux



# INPRECOR

## INTERCONTINENTAL PRESS

**Abonnement**  
**UN an**  
**25 numéros**



**TARIFS**

100 FF, 50 FS, 700 FB, 20 dollars Can.  
 Par avion, USA et Canada :  
 30 dollars par an.  
 Pour les autres pays écrire à la  
 rédaction  
 Versement : libeller les chèques au  
 nom de Pascal Henri et les envoyer à  
 « Inprecor ».



Découper ce bulletin et le retourner à Inprecor  
 accompagné d'un chèque.  
 Boîte postale 57, 93 101 Montreuil/Cedex - France.



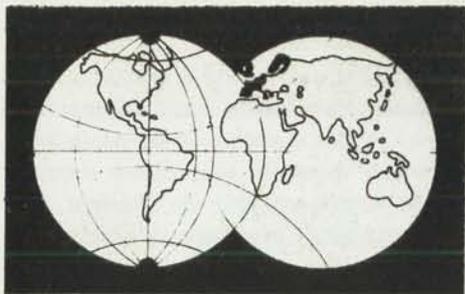
NOM .....  
 PRENOM .....  
 ADRESSE .....  
 .....  
 PAYS .....

## Sommaire

- page 3 ESPAGNE  
 Après le 9e congrès du PCE :  
 Les vents nouveaux du Parti communiste  
 espagnol.  
 Michel Rovere
- page 9 RFA  
 Tribunal Russel sur les droits de l'homme :  
 Les berufsverbote portent atteinte aux  
 droits de l'homme  
 Christian Dettman
- page 12 ILE MAURICE  
 Le MMM aux portes du gouvernement  
 Claude Gabriel
- page 17 CHINE  
 La bureaucratie poursuit la « démaoïsation »  
 Frédéric Carlier
- page 25 ARGENTINE  
 Deux ans après le coup d'Etat  
 Antonio Heredia
- page 30 FRANCE  
 Document :  
 Parution des Oeuvres de Trotsky  
 1933-1940  
 Présentation de Rodolphe Prager  
 Un article de Trotsky, inédit en français :  
 « Il faut un nouveau parti en Allemagne »

Inprecor, Boîte postale 57, 93 101 Montreuil/Cedex France  
 Directeur de publication : Jean-François Godchau

Imprimé par Rotographie (Montreuil). Tél : 808 23.28. Commission paritaire n. 59 117  
 Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Les  
 articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.



## Espagne

9e congrès du PCE :

# Les vents nouveaux du Parti communiste espagnol

*La majorité des « léninistes » au sein du PCE exprime avant tout l'inquiétude que suscite chez les militants le saut dans l'inconnu et les conséquences de la « perte d'identité » que serait une « social-démocratisation » accélérée du PCE.*

Michel ROVERE

Il y avait ce vendredi 28 avril, sur le coup de 22 heures, quelques regards écarquillés chez les représentants des « partis frères » ou des délégations venues des « pays socialistes » qui assistaient au IXe congrès du Parti communiste espagnol, le premier congrès légal depuis 1932.

Pendant une demi-heure chacun, Simon Sanchez Montero, l'un des dirigeants les plus prestigieux du PCE et Paco Frutos, l'un des fondateurs des Commissions ouvrières, ont défendu leur point de vue contradictoire sur l'abandon par le Parti communiste espagnol de la référence au léninisme.

Les congressistes qui ont applaudi presque unanimement les deux intervenants avaient le sentiment que ce 21 avril 1978, une page dans l'histoire du mouvement communiste occidental venait d'être tournée. Le PCE, par 968 mandats contre 248 et 46 abstentions était le premier PC au

monde à abandonner la référence, même formelle, au fondateur du Parti bolchévique et au dirigeant d'Octobre...

Mais surtout, cet abandon avait été accompagné, à tous les échelons du parti, d'une expression des divergences sans précédent depuis la mainmise stalinienne sur l'Internationale communiste à la fin des années 20 et la « bolchévisation-normalisation » des sections nationales qui a suivi. Jamais, même dans des partis communistes comme le PCI ou le PCF, une telle liberté d'expression dans l'opposition n'a été autorisée. Il suffit de rappeler le Comité central du PCF qui a approuvé à l'unanimité, les 26 et 27 avril derniers, le bilan de la direction Marchais sur l'échec de l'Union de la gauche le 19 mars, ou de voir comment le PCI a expulsé sans préavis ses militants du port de Gênes qui avaient souhaité ne défendre « ni l'Etat ni les Brigades rouges », pour comprendre le point atteint par la libéralisation (et non la démocratisation, nous le verrons plus loin) des débats au sein du PCE.

● L'opposition « léniniste » qui s'est manifestée contre la direction Carrillo est une opposition de rencontre, parfaitement hétérogène dans ses origines et ses ambitions.

Les débats sur l'abandon de la référence au léninisme n'ont pas recoupé la polémique engagée par les dirigeants soviétiques contre l'Euro-communisme et Santiago Carrillo; cette polémique avait connu deux moments-clé au cours de l'année 1977 : la publication en juin dans la revue *Temps Nouveaux* des articles

critiquant le livre du Secrétaire général du PCE, « *Eurocommunisme et Etat* » et en novembre la censure du discours que devait prononcer Carrillo à Moscou lors de l'anniversaire de la Révolution d'octobre.

Il y a eu dans le débat préparatoire au IXe congrès du PCE quelques incongruités locales (comme ce regroupement de Madrid qui a voté un amendement proposant que l'Espagne s'intègre au Pacte de Varsovie), mais sans plus. Il ne faut pas oublier que dans le PCE, la grande

bataille fractionnelle avec l'aile de Moscou s'est déroulée il y a bientôt dix ans, après l'intervention en Tchécoslovaquie et sa condamnation par la direction du PCE, et qu'elle s'est soldée alors par les scissions d'Enrique Lister et Eduardo Garcia, dont les groupuscules ont par la suite périclité.

La polémique qui a semblé renaître ces dernières semaines (cf le message du PCUS au IXe congrès et les articles parus dans la presse soviétique affirmant l'actualité du lé-

inisme) ont surtout pour fonction de prendre date et d'agir comme avertissement vis-à-vis des autres PC qui seraient tentés d'emprunter le même chemin que le PCE.

La défense du léninisme n'a pas non plus été le fait de courants « anti-eurocommunistes », de gauche, proches du marxisme révolutionnaire. Certes il est paru dans *Mundo Obrero*, l'organe du PCE, des tribunes expliquant que l'enjeu du léninisme portait sur le dilemme réforme ou révolution, et sur la nécessaire destruction de l'Etat bourgeois. Mais ces critiques restent extrêmement minoritaires. La différence avec la situation dans les PC français et italien de la fin des années 1960 est évidente. Contrairement à ce qui se passait à cette époque, il existe d'ores et déjà, hors des PC, et en Espagne notamment, des organisations révolutionnaires déjà implantées dans la classe ouvrière et capables de mettre en œuvre, même de façon limitée, une pratique alternative à celle des directions communiste ou socialiste (1). Cela fait que l'on ne peut prévoir l'apparition dans le PCE de courants « gauches » massifs, proches du marxisme révolutionnaire, en dehors d'un changement de la situation politique et sociale (crise révolutionnaire) ou d'une faillite dévoilée et reflétée de la stratégie électoraliste du PCE (ce qui n'est pas à exclure totalement, on le verra plus loin).

En fait l'essentiel, sinon la quasi totalité des opposants « léninistes », recoupaient deux sensibilités lors de ce IXe congrès :

- l'une minoritaire, que l'on pourrait qualifier « d'eurocommuniste de gauche » et qui serait proche par exemple de la revue « *Materiales* », des théoriciens catalans Manuel Sacristan et Antoni Domenech et surtout des positions de Fernando Claudin, dirigeant du PCE exclu en 1965.
- L'autre sensibilité, très majoritaire parmi les « léninistes » est moins inquiète des révisions

stratégiques que de la « perte d'identité » du PCE face à la concurrence électorale d'un puissant parti socialiste qui recueille quatre fois plus de votes que le PCE.

## LES « EUROCOMMUNISTES DE GAUCHE »

On peut être tenté de tracer un parallèle entre le courant qualifié « d'eurocommuniste de gauche » et le courant « althussérien » qui est apparu depuis le XXIIe congrès au sein du PCF (2), même si la sensibilité « eurocommuniste » au sein du PCE fait davantage référence aux débats de la gauche italienne (3) qu'aux travaux du philosophe communiste français...

La première similitude, c'est « l'enfermement » de ce courant dans le secteur intellectuel et universitaire du parti. Même si en Espagne quelques cadres, ayant souvent la trentaine, une dizaine d'années de parti et qui ont travaillé depuis la fin des années 1960 dans l'appareil politique clandestin du PC en Espagne, ont rejoint cette sensibilité (c'est vrai à Madrid et aux Asturies notamment), il s'est avéré, lors de la conférence houleuse du PSUC où, finalement, les thèses carrillistes furent mises en minorité, que le courant ou la sensibilité Sacristan a été incapable d'influencer ou de pouvoir regrouper autour d'elle la direction ouvrière du PSUC et des Commissions ouvrières opposées à l'abandon de la référence au léninisme.

Pourtant Manuel Sacristan est allé plus loin dans la critique de l'eurocommunisme que les althussériens dans la polémique sur l'abandon de la dictature du prolétariat. Dans un article publié dans le numéro 6 de *Materiales*, de décembre 1977, Manuel Sacristan explique crûment : « L'analyse eurocommuniste n'est pas partie prenante d'une dialectique révolutionnaire. L'eurocommunisme n'est pas une stratégie

vers le socialisme. L'eurocommunisme comme stratégie vers le socialisme n'est que l'utopie creuse selon laquelle les classes dominantes seraient prêtes à abdiquer de plein gré et selon laquelle une classe ascendante serait capable de changer les rapports de production en commençant par les rapports de propriété sans exercer de coercition ». Et d'expliquer que la position des PC de masse occidentaux est dans le droit fil du « révisionnisme » de la social-démocratie allemande du début du siècle : « En général, la position des PC dans les pays capitalistes où ils ont quelque importance est une position à la Bernstein. Ces partis se limitent ou réduisent leur action à la promotion du mouvement quotidien de la classe ouvrière sans poser de question de la finalité du mouvement » et à propos de la dégénérescence bureaucratique des PC, Sacristan explique : « le révisionnisme de Bernstein et la pratique des PC européens contemporains présentent plusieurs caractéristiques communes (...) en particulier la conquête de l'hégémonie au sein du parti par des équipes petites-bourgeoises intellectuelles aux dépens des forces ouvrières dans les directions politiques. Ce phénomène est aussi évident dans les partis eurocommunistes qu'il le fut dans la social-démocratie au début du siècle ».

Reste une faiblesse essentielle de ce courant, qui l'empêche de mordre significativement sur la masse des militants critiques, c'est sa difficulté à passer du terrain des références idéologiques à celui de la pratique quotidienne et de la stratégie politique du PCE. Cette incapacité (pour le moment ?) pour le courant que nous continuons d'appeler « eurocommuniste de gauche » à combler le fossé existant entre programme maximum et programme minimum n'est pas fortuite. Elle se fonde sur une vision

1) Le Parti du travail (maoïste), l'Organisation révolutionnaire des travailleurs (maoïste), le Mouvement communiste (centriste) et la LCR (Section espagnole de la IVe Internationale) regroupent plus de 40 000 militants et sympathisants organisés !

2) Cette analogie porte sur le débat sur l'abandon de la dictature du prolétariat lors du XXIIe congrès et ne peut pas être étendue aux dernières critiques de Louis Althusser parues dans « Le Monde » après l'échec électoral de l'Union de la gauche.

3) Par exemple les débats Ingrao-Bobbio-Salvadori sur « démocratie parlementaire et démocratie de base », ou les débats sur la question des alliances de classe.

fondamentalement passive et pessimiste de la situation historique et des potentialités révolutionnaires de la classe ouvrière.

*« Il faut admettre que l'analyse de la société est assez fine et qu'en particulier le rapport de force politico-militaire, sur fond de crise économique, semble plus favorable à un nouveau recours au fascisme de la part de la bourgeoisie, qu'au développement de possibilités révolutionnaires », écrit Manuel Sacristan qui estime que « l'eurocommunisme est la dernière position de repli atteinte par le mouvement communiste réel depuis la défaite de la vague révolutionnaire des années 1917-1920 » (Materiales, numéro 6).*

## LA PEUR DEVANT LA PERTE D'IDENTITE

Mais la majorité des « léninistes » au sein du PCE expriment avant tout l'inquiétude que suscite chez les militants le saut dans l'inconnu et les conséquences de la « perte d'identité » que serait une « social-démocratisation » accélérée du PCE.

Ce n'est pas un hasard si la thèse la plus discutée dans les débats préparatoires, outre la thèse quinze sur le léninisme, a été la thèse un qui portait sur le bilan de l'action du PCE depuis la formation de la Junte démocratique en 1975 et la mort de Franco jusqu'à la légalisation du PCE et les élections du 15 juin 1977 (4). Beaucoup de militants communistes ont vécu cette période charnière comme un traumatisme politique. Le PCE a été la seule force qui a mené, en Espagne, et depuis 1939, sans discontinuer, une résistance contre le franquisme. Son rôle a été déterminant au début des années 1960 et dans l'essor des luttes ouvrières et la construction du nouveau mouvement ouvrier, notamment les Commissions

ouvrières. Lorsque, le 20 novembre 1975, s'éteignit Franco, le PCE, avec ses 20000 militants, était la force hégémonique de l'opposition démocratique face à quelques notables démocrates-chrétiens, carlistes et face à un PSOE qui, sous la houlette de Felipe Gonzales sortait à peine de son recroquevillement anticommuniste et exilaire.

Dix-sept mois plus tard, la situation avait changé du tout au tout : aux élections du 15 juin 1977, le PCE a recueilli avec 9% des voix, trois fois moins de votes que le PSOE et six fois moins de députés. L'Union générale des travailleurs, le syndicat proche du PSOE, à peine revenu d'exil se permet en deux ans de compter le même nombre d'adhérents que les CO (2 millions) et d'avoir aux élections syndicales 22% des délégués élus contre 35% aux CO. Au moment où le PSOE vient de s'unifier avec le PSP et s'est crédité par les sondages de 40% des intentions de vote, le PCE qui stagne autour de 10% craint sa marginalisation électorale et dénonce jour après jour les dangers d'institutionnalisation d'un système bipartite, entre l'Union du centre démocratique de Suarez et le PSOE.

## LE BANCO DE CARRILLO

Or, dans cette situation électorale précaire - la fusion du PSP avec le PSOE laisse le PCE dans un « splendide isolement » pour les deux consultations à venir : les municipales à l'automne et sans doute de nouvelles élections générale en 1979 - une étude secrète du PCE annonce que ce parti ne pourrait gagner que six municipalités importantes, situées dans les banlieues de Madrid et Barcelone. La direction du PCE a décidé de suivre une politique inverse de celle de la direction du PCF dans la dernière pé-

riode et propose de pousser encore plus loin l'ouverture sur la droite. « Notre parti, explique Santiago Carrillo a retrouvé la liberté plus de trente ans après les autres PC ouest-européens. C'est ce qui a amené la direction du parti à essayer de rattrapper le temps perdu. Qu'est-ce que cela signifie ? Simple-ment que nous ne pouvons pas attendre encore trente ans comme l'ont fait les autres PC pour avoir le pourcentage électoral qui nous permette d'être une force déterminante dans notre pays : Nous devons atteindre cet objectif dans un laps de temps beaucoup plus court et il faut pour cela faire des pas audacieux dans cette direction.

*« Je crois que nous avons fait progresser notre image de marque. Mais ce n'est pas encore suffisant. Et en effet, proscrire le terme de marxisme-léninisme est déterminant pour montrer que la politique que nous avons suivie depuis vingt ans n'était pas une simple tactique ou une simple manœuvre. » (5)*

Le PCE a poussé très loin la mise à jour : il a voté l'abandon de la référence au léninisme et dans la foulée le congrès a repoussé dans le vote des statuts un amendement expliquant que le PCE était régi par le « centralisme démocratique » pour ne plus parler que de « règles démocratiques ».

Dans cette mise à jour eurocommuniste, le PCE possède encore quelques longueurs d'avance sur le PCF ou le PCI ou même quelques théoriciens de pointe comme l'historien Jean Elleinstein. En effet le PCE est le seul PC qui ait mis dans ses thèses politiques la proposition de dépasser la scission de 1921 entre sociaux-démocrates et communistes et parle même de constituer, un jour, un grand parti travailliste englobant communistes, socialistes et syndicats (6).

4) La direction Carrillo a fini par amender cette thèse dans un sens moins triomphaliste en écrivant notamment que la « réforme » de Suarez n'avait rien à voir avec la « rupture démocratique » que proposait le PCE.

5) Interview publiée dans « La Calle » du 11 avril 1978.

6) « Tout en maintenant la critique de la social-démocratie, le PCE salue les progrès de certains partis socialistes et sociaux-démocrates ou de secteurs de ces partis vers les positions du marxisme. Le PCE est engagé dans une lutte pour la reconstruction de l'unité du mouvement ouvrier mondial sur des bases marxistes. Le PCE œuvre à parvenir en Espagne à la création de ce que son manifeste-programme de 1975 a qualifié de Nouvelle formation politique où se retrouveraient les partis se réclamant du socialisme, les syndicats et les mouvements coopératifs ». Extrait de la thèse 15.

Cette idée n'est pas nouvelle et Carrillo l'avait développée dès 1975 (7). Depuis, certains théoriciens de pointe de ce «dépassement» ont tenté d'en construire le soubassement idéologique : c'est le cas de Jordi Borgia, dirigeant de l'aile qualifiée de «social-démocrate» du PSUC (le PC catalan) qui qualifie de «*blanquistes malgré eux Lénine et les bolcheviks*» et explique par exemple dans la revue catalane «*Taula de Canvi*» où se retrouvent socialistes et communistes, que les austro-marxistes des années 1920 comme Max Adler et Otto Bauer avaient ouvert «*des voies beaucoup plus productives sur l'analyse de l'Etat*» que Lénine... (8).

Si ces retrouvailles socialo-communistes ne sont évidemment pas pour demain, beaucoup de militants communistes craignent que le PCE ne fasse pas le poids en tentant de concurrencer électoralement, sur son propre terrain, un PSOE qui a 40% des intentions de vote. «*Je crois que supprimer en ce moment le caractère léniniste du PCE nous ferait perdre un de nos plus importants signes d'identité*», expliquait avant le congrès un dirigeant communiste des Asturies (9) qui poursuivait : «*Si nous nous confondons avec le PSOE, la logique c'est que les électeurs aient tendance à voter de façon préférentielle pour ce parti qui a une meilleure image de marque*».

Le souci de ne pas perdre cette identité de parti a été encore plus visible lors de la crise catalane : dans la conférence préparatoire au IXe congrès, il y a eu un retourne-

ment de majorité contre les thèses carrillistes sur le léninisme, dans lequel, fait exceptionnel, le secteur ouvrier des Commissions ouvrières a pris parti contre la majorité de la direction du PSUC. L'un des principaux griefs de ce secteur ouvrier à l'encontre par exemple de l'aile «*social-démocrate*» qui soutenait Carrillo était d'avoir voulu unifier «*à tout prix*» les Commissions ouvrières et l'UGT.

## UN EBRANLEMENT SANS PRECEDENT

Même si le secteur syndical (sauf en Catalogne) est resté un peu en marge des discussions, le débat a traversé toutes les structures vives du PCE et a provoqué un ébranlement sans précédent dans l'histoire du mouvement communiste occidental. «*L'opposition*» à l'abandon de la référence au léninisme a regroupé plus de la moitié des délégués de la conférence de Catalogne, 30% à Madrid et dans les Asturies, 20% à Alicante et a atteint des pourcentages significatifs à Saragosse, en Galicie et en Andalousie.

Malgré les correctifs bureaucratiques, qui ont abouti à une sous-représentation de «*l'opposition*» qui n'a eu que 19% des délégués dans le congrès, cette représentation de la minorité dissidente est sans précédent dans l'histoire d'un PC occidental depuis la stalinisation.

Le choc du débat tient autant à la «*libéralisation*» acceptée par la direction Carrillo qu'à la fragilité interne du PCE, «*l'opposition provient essentiellement des secteurs des nouveaux militants avec quel-*

ques exceptions en Catalogne», avait expliqué avant le congrès Santiago Carrillo (10). Si ce jugement est un peu péremptoire, il est vrai que la croissance en un an et demi d'un parti de 20 000 à 200 000 membres (chiffres officiels) explique pour beaucoup les difficultés de la direction à faire passer les modifications substantielles qu'elle a proposées. A cela s'ajoute une certaine usure de la «*direction historique*» que reconnaît Carrillo lui-même (11) et qui s'est manifestée par les critiques personnelles, lors du congrès, à de nombreuses délégations contre le paternalisme ou la «*personnalisation*» trop poussée du rapport politique présenté le premier jour par Carrillo.

La période de la clandestinité a créé une situation originale dans le PCE. Alors que les directions du PCF et du PCI se sont largement renouvelées dans les années 1960 et au moment des premières prises de distance avec Moscou (12), le noyau directionnel du PCE était celui qui a tenu les rênes de la clandestinité depuis le début des années 1950. L'entrée au Comité exécutif de trois «*jeunes*» dirigeants des Commissions ouvrières, Sartorius, Ariza et Saborido, ou des juristes Enrique Curiel et Jordi Sole Tura ne modifie pas substantiellement cet équilibre.

## CRISE DU SYSTEME D'ORGANISATION

Ce fossé de génération entre les directions intermédiaires et le noyau central a accru sans doute le malaise provoqué par le bouleversement du système d'organisation. Au Comité central d'août 1976 à Rome, le PCE a décidé d'abandonner

7) Dans «*Demain l'Espagne*», éditions du Seuil.

8) Dans cette référence aux austro-marxistes de gauche, Jordi Borgia commet une hypocrisie, une falsification et un oubli. L'hypocrisie, c'est la référence à Otto Bauer et Max Adler pour ne pas citer le père spirituel de l'eurocommunisme, Karl Kautsky et sa «*stratégie de l'épuisement*». La falsification, c'est le recours à la «*gauche*» austro-marxiste. Que ce soit sur la question des conseils ouvriers, de l'armement des travailleurs, de la dictature du prolétariat, de l'analyse des potentialités révolutionnaires de la classe ouvrière ou même la reconnaissance du droit à l'autodétermination des nationalités opprimées. Jordi Borgia se situe en fait dans le droit fil d'un Karl Renner, tête de file de l'aile la plus social-démocrate du PC autrichien entre les deux guerres.

L'oubli enfin de Borgia porte sur la fin dramatique du PS autrichien, qui malgré ses 40% de voix, ses 150 000 miliciens armés du Schutzbund, et sa pénétration sans précédent dans toutes les «*appareils idéologiques et répressifs*» de l'Etat autrichien, succomba en quelques jours pour n'avoir pas riposté aux provocations et aux empiètements de la bourgeoisie qui précédèrent le coup d'Etat de Dollfuss de 1934.

9) Carlos Dago Martinez, Tribune de débat, «*La Verdad*», 15 mars 1978.

10) Interview à «*La Calle*» du 11 avril 1978.

11) *ibidem*.

12) Sur les sept membres du secrétariat du BP du PCF, deux sont entrés au BP après 1970 (Colpin et Fitermann), trois en 1964 (Piquet, Plissonnier et Leroy), un en 1961 (Paul Laurent), un en 1959 (Marchais). Tous, sauf Plissonnier, ont adhéré après 1945.

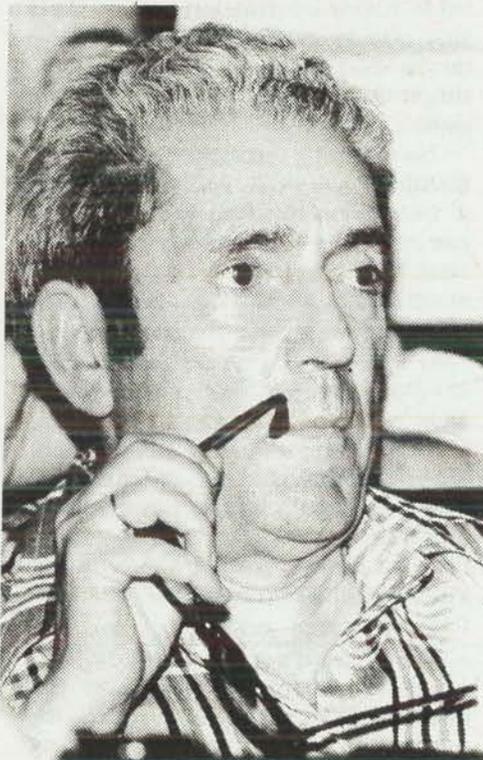
la structuration par cellules et secteurs au profit d'un système territorial par «regroupement» (agrupacion) comme c'est la tradition dans les partis socialistes. Cette «social-démocratisation organisationnelle» a provoqué des pertes sèches sur le plan militant (l'agrupacion de l'Université de Madrid n'a vu que 400 des 1200 cartes délivrées en 1976, renouvelées en 1977), tandis qu'on assistait à un «repli syndical» de militantisme dans les CO du secteur ouvrier, bon nombre d'avocats, de professeurs, de médecins ou d'ingénieurs ont pris leurs pantoufles quand le secteur a été dissous. En fait cette restructuration a favorisé une forme d'éclatement interne, entre les différents secteurs d'intervention, au sein du PCE. La conférence de Barcelone et puis le congrès de Madrid ont vu le développement de méfiances et de véritables tensions, entre les différents secteurs d'intervention (syndical, professions libérales, travail quartier, etc.) surtout lors de l'élection des directions régionales où ont même circulé de véritables «listes noires» d'un secteur contre un autre.

L'acuité de cette crise dans le PCE tient au fait que ce parti s'est engagé plus avant que le PCF ou le PCI dans une intervention tous azimuts (que l'on songe à l'intervention dans le mouvement urbain par exemple). Cette intervention restait facilement unifiable politiquement sous la dictature, lorsqu'il s'agissait seulement de lutter pour la «conquête des libertés démocratiques». L'évolution même de la situation politique, les différences de rythmes et d'échéances entre les divers secteurs et la démarche réformiste, la logique du programme «en tranches» cultivant les particularités corporatives de chaque secteur «anti-monopoliste» a contribué à reproduire au sein du PCE les contradictions provoquées par la division du travail et l'organisation capitaliste de la vie sociale.

#### UNE INTEGRATION LIMITEE A L'APPAREIL D'ETAT

Enfin l'instabilité interne du PCE tient à son intégration encore limitée à l'appareil d'Etat bourgeois. La direction du PCE est allée peut-

être plus loin que le PCI dans le compromis institutionnel avec la bourgeoisie, par exemple en acceptant la monarchie. Mais c'est le PC occidental qui est le moins intégré organiquement à l'appareil d'Etat bourgeois. Il suffit de faire, là encore, la comparaison avec les 40000 élus du PCI (13), ou l'immense réseau de municipalités, de conseils généraux, sur lesquels s'appuie la politique de la direction du PCF pour comprendre qu'il n'existe pas - pas encore, mais les perspectives électorales du PCE sont minces - en Espagne ce puissant volant d'inertie en faveur de la direction que constitue ce corps des administrateurs, des gestionnaires, des «municipaux». Si l'on ajoute à cela la faiblesse de l'appareil politique cen-



tral du PCE qui n'a pas crû au même rythme que le parti, on comprend le soubassement objectif qui fait du PCE, indépendamment de la libéralisation voulue ou acceptée par la direction, le Parti communiste le moins monolithique ou le plus «spongieux» d'Europe.

#### LA DISPERSION REGIONALISTE

A cela il convient d'ajouter l'effet centrifuge de la question des nationalités et des régions dans l'Etat espagnol. Le congrès a finalement dé-

cidé de ne pas traiter, pour la renvoyer à une conférence ultérieure, la question des rapports entre le PCE, et les divers PC de nationalités ou de régions. Mais il y a là un nouveau problème pour la direction Carrillo, qui tient à la puissance du mouvement des nationalités ou de la revendication régionaliste dans l'Etat espagnol, sans équivalent dans toute l'Europe (Irlande exceptée). Cette situation a d'ores et déjà provoqué une crise dans la direction du PC basque divisée entre deux ailes, l'une qualifiée de «nationaliste» et qui propose une politique flexible en direction du nationalisme basque, des nationalistes radicaux et de l'extrême-gauche et le «bunker stalinien», ainsi qualifié parce qu'il reste insensible, ou presque, à la revendication nationale. En Catalogne, les «léninistes» ont su mettre à profit dans la conférence régionale, pour conquérir une majorité, le sentiment de ras-le-bol d'une partie des militants devant l'interventionnisme de la direction centrale du PCE dans les affaires du PSUC (qui en théorie est un parti indépendant du PCE depuis sa fondation en 1936).

La marche vers l'autonomie dans les différentes régions et nationalités de l'Etat espagnol a encore accentué cette «dispersion nationale et régionale».

La réforme régionale italienne de 1972 n'a pas eu de répercussion sur la politique de «compromis historique» du PCI qui depuis l'Etat central jusqu'à la commune, en passant par les régions, trouve le même partenaire politique : la DC. Il en va autrement dans l'Etat espagnol, où dans les deux principales nationalités, Euskadi et Catalogne, ce n'est pas l'Union du centre démocratique, mais des formations autochtones, Parti nationaliste basque et Convergence démocratique catalane du banquier Pujol qui sont les forces hégémoniques de la bourgeoisie locale. Or aujourd'hui, c'est dans ces organes de concentration nationale que sont les exécutifs et les conseils pré-autonomes (en Catalogne, au Pays valencien et en Andalousie) que se situe la principale forme d'intégration du PCE à l'Etat

13) Cf. le dernier chapitre du livre d'Anna Libera «Les fruits amers du compromis historique», éditions La Brèche.

bourgeois. On comprend la tendance de chaque organisation communiste nationale ou régionale à vouloir cultiver la spécificité concrète de son « *compromis historique* » et comment perce la revendication que le centralisme démocratique du PCE soit nuancé d'une large part de fédéralisme, y compris dans la formation des directions centrales (14).

## LA FORCE DES COMMISSIONS OUVRIÈRES

Aujourd'hui le seul appareil stable dont jouisse la direction du PCE, c'est celui des Commissions ouvrières, dont trois dirigeants ont été promus à l'exécutif. L'insistance mise sur le rôle des Commissions ouvrières, tout auréolées de leur victoire, sur l'UGT dans les élections syndicales, a été l'un des traits dominants du congrès. N'est-ce pas, après tout, le seul succès électoral dont puisse se prévaloir la direction du PCE depuis deux ans ? Mais jusqu'au jour du congrès, la direction des CO a semblé hésiter à s'engager en personne dans les débats : surtout pour éviter que les débats au sein du PCE ne se répercutent sous forme de crise au sein des CO, ce qui a été le cas aux Asturies et en Catalogne au moins.

Il y a là une des contradictions à terme les plus explosives de l'euro-communisme. Ces PC acceptent en leur sein la reconnaissance des divergences et le PCE a légitimé une certaine forme de débat politique ouvert.

Mais leur acceptation de l'austérité et la confrontation dans le mouvement syndical à une extrême-gauche implantée et « mordante » les conduisent à limiter au maximum le débat politique dans les syndicats et surtout l'expression publique des divergences minoritaires. Et déjà, dans la préparation du IXe congrès, dans le congrès constitutif de la Fédération du métal des CO, ou dans les débats même du IXe congrès, on a pu relever l'existence de deux sensibilités : celle des Catalans, et sans doute aussi d'un Sartorius, qui, soucieux de préserver la force des CO face à l'UGT, accepte de reconnaître d'une certai-

ne façon le pluralisme au sein des CO ou insistent sur l'unité d'action syndicale avec l'UGT, tandis qu'un Julian Ariza explique tout de go en plein congrès : « *En votant pour les Commissions ouvrières, les travailleurs ont montré leur sympathie pour le Parti communiste et nous devons en profiter pour renforcer notre parti. Le renforcement des CO passe avant tout par le renforcement du PCE* » etc...

## LES LIMITES DE LA LIBÉRALISATION

Nous avons parlé, à propos de la liberté de ton et de critique qui a prévalu dans ce IXe congrès, d'une « *libéralisation* » et non d'une véritable « *démocratisation* », tant il est vrai que le système de préparation de ce congrès a fonctionné sur le mode du paternalisme bureaucratique.

Le droit de tendance restant interdit dans le PCE, la direction, face à une opposition morcelée région par région, a pu faire jouer en sa faveur les capacités de centralisation et d'initiative de l'appareil politique, par exemple en mettant sur pied un habile système de « *synthèse* » entre les conférences régionales et le congrès. La thèse un a été ainsi remaniée par un habile saupoudrage autocritique sur le triomphalisme et l'autojustification du bilan initialement présenté par la direction, ce qui a permis un vote quasiment unanime en congrès.

Le système d'élection, où l'on élit les délégués en fonction de leurs « *mérites personnels* » et non pas des positions politiques qu'ils défendent, a permis de rogner « l'opposition » grave au système des commissions de candidatures. Si la direction du PCE, contrairement à ce que fait le PCF, a laissé les minoritaires accéder jusqu'au congrès, elle les a systématiquement écartés des directions régionales qui étaient élues lors des conférences de préparation : la situation de crise au sein de la direction du PSUC, qui était la seule direction « *plurisensible* » existante, n'est sans doute pas étrangère à ce raidissement dont l'apogée a été l'élection du Comité central qui reconduit, à quelques exceptions près, l'ancien CC.

La critique des méthodes de direction restera sans doute très minoritaire après le IXe congrès et ne sera sensible vraisemblablement que parmi les « *eurocommunistes de gauche* » dont quelques-uns dénoncent déjà le « *stalinisme* » des méthodes de direction de Carrillo.

Aujourd'hui la quasi-totalité des militants du PCE, y compris la majorité de ceux qui ont défendu les positions majoritaires, restent subjuguée par la libéralisation des débats au sein du parti.

## LE GOUT DU DÉBAT DÉMOCRATIQUE

La polémique sur le léninisme a suscité certaines tensions. Des débats parfois très vifs ont eu lieu dans la conférence régionale et au congrès sur le féminisme, sur l'électro-nucléaire, sur la paysannerie, sur la question des bases US. Mais pas une voix ne s'est élevée pour mettre en cause ce qui constitue l'axe de la stratégie du PCE : sa politique de « *réconciliation nationale* » et de « *concentration démocratique* », en un mot de collaboration de classe avec la bourgeoisie espagnole.

« *Léninistes* » et partisans de l'abandon ont au contraire rivalisé d'efforts, à quelques nuances près, pour justifier la politique d'austérité définie dans le pacte de la Moncloa, signé par le PCE. Certains pourraient trouver là matière à déception, et seraient tentés de relativiser l'importance de ce IXe congrès. L'essentiel se situe ailleurs. Des dizaines de milliers de communistes ont goûté pendant plusieurs mois à ces fruits défendus pendant un demi-siècle de stalinisme que sont la discussion ouverte et le droit à la divergence.

Nous devons comprendre comment ce bouleversement est riche d'avenir quand demain, certainement les conséquences de la politique d'austérité, sans doute la montée des luttes ouvrières et peut-être les impasses électorales, porteront le fer rouge des débats sur la stratégie de collaboration de classe dans le Parti communiste espagnol.

14) Cf. Gil Guerreiro, Tribune de débat, « La Verdad », 15 mars 1978.

# Les Berufsverbote portent atteinte aux droits de l'homme

*Pour la première fois, des composantes de la gauche radicale se sont montrées capables d'exercer une pression politique importante sur le SPD dans son ensemble et de gagner certaines de ses forces au soutien du 3e tribunal international Russel.*

Christian DETTMAN

La première session du 3e tribunal international Russel portant sur la situation des droits de l'homme en Allemagne fédérale est terminée. Elle s'est consacrée avant tout au problème des *Berufsverbote* (interdictions professionnelles) dans les services publics, mesure gouvernementale qui interdit aux fonctionnaires «non-fidèles» à la Constitution l'exercice de leur profession. Le jury du tribunal Russel estima unanimement que les *Berufsverbote* portent atteinte aux droits de l'homme et réduisent les droits démocratiques des citoyens à la liberté. Le 3e tribunal international Russel a énoncé trois questions qui serviront de base à l'examen de la situation des droits de l'homme en Allemagne fédérale :

- Le droit d'exercer leur profession est-il refusé à des citoyens en raison de leurs convictions politiques?
- La censure s'exerce-t-elle par des décisions de droit civil ou pénal ou par des mesures en marge de la légalité?
- Des droits de l'homme fondamentaux sont-ils écartés ou abolis dans les procédures pénales?

La seconde session se consacrera, plus particulièrement, aux deux dernières questions. Elle se tiendra probablement en janvier 1979.

## L'IDÉE DU TRIBUNAL RUSSEL

La proposition d'organiser un tribunal Russel traitant de la répression en Allemagne fédérale a été formulée par le PSU français en 1976 au congrès contre la répression organisé par le *Sozialistisches Büro* qui

s'est tenu à Francfort à la Pentecôte. Plusieurs organisations l'ont reprise : le *Sozialistisches Büro* (Bureau socialiste), le *Gruppe Internationale Marxisten* (Groupe des marxistes internationalistes), le *Kommunistischer Bund* (Association communiste), le *Aktionskomitee gegen die Berufsverbote an der Freien Universität Berlin* (Comité d'action contre les *Berufsverbote* de l'Université libre de Berlin) et le *Informationsdienst* (Service d'informations), un hebdomadaire d'information de gauche.

Le tribunal Russel devait être un lieu de convergences d'un ensemble de courants en Europe - pas seulement de la gauche radicale, mais aussi, pour ce qui est des *Berufsverbote*, de certaines sections sœurs du SPD - qui redoutent le danger de voir apparaître l'Allemagne fédérale comme «le policier de l'Europe», à travers son hégémonie économique et politique croissante sur le continent.

L'appréciation de la nouvelle qualité de l'impérialisme allemand se rattache à l'offensive massive de l'exportation du capital, principalement dans les pays impérialistes concurrents d'Europe occidentale et en Amérique du nord depuis le début des années 70. Elle apparaît dans le domaine de l'influence politique directe dans la question de l'octroi de crédits à l'Italie, par exemple, ou mieux, dans l'intervention de l'Allemagne fédérale auprès de Jimmy Carter en faveur de la bombe à neutrons.

Compte tenu de ce développement, la gauche, comme aussi cer-

tains courants démocratiques européens, percevaient le danger de voir la législation répressive en Allemagne, la limitation des droits démocratiques telle qu'elle s'exprime dans les *Berufsverbote*, se répercuter dans les autres démocraties bourgeoises d'Europe. Telles étaient les préoccupations qui inspiraient la création du tribunal Russel sur la répression en Allemagne.

C'est ainsi que les *Berufsverbote*, cas le plus connu de la répression d'Etat et qui trouble le plus largement les consciences, se sont trouvées placées au premier plan des investigations. A partir de cette orientation, il a été possible de gagner en faveur du tribunal les Jeunesses socialistes dépendant du SPD, l'Union humaniste, les Faucons, organisation de jeunesse rattachée également au SPD et d'autres organismes affiliés à ce parti.

## PROBLEMES AVEC LES «FIDELES DE MOSCOU»

Le PC allemand (DKP) a pris une part décisive, depuis la promulgation des *Berufsverbote*, à la lutte contre la répression d'Etat. En fait, près de 70% des interdictions professionnelles prononcées à ce jour sont dirigées contre des membres ou des sympathisants du DKP. Celui-ci est un adversaire résolu de toutes les tendances eurocommunistes ne serait-ce qu'en raison de sa faiblesse (environ 30000 adhérents) et de son entière dépendance financière, principalement à l'égard de la bureaucratie du SED qui gouverne la RDA. Le DKP s'est élevé dès le début contre le projet d'un tribunal Russel qui avait le tort essentiel d'avoir été proposé et d'être soutenu principalement - tout au moins à ses débuts - par les organisations de la gauche radicale. Or, le DKP a été jusqu'à inclure dans son programme qu'une collaboration avec ces organisations et groupes était exclue.

Le soutien croissant du tribunal par diverses composantes du SPD isole finalement le DKP des éléments qu'il considère comme ses alliés prioritaires. Il en découla une situation tragique pour ce parti. Les forces de gauche à l'intérieur du SPD qui sont disposées en principe à la collaboration avec le DKP soutenaient le tribunal, cependant

que les membres les plus à droite du SPD avec lesquels le DKP faisait chorus contre le tribunal ne voulaient rien savoir d'une collaboration, de discussions ou de prises de position communes avec le DKP. Dans la phase finale de la préparation et au tribunal même des cas ont été connus de membres du DKP dont on a voulu empêcher la collaboration avec le tribunal Russel par la menace d'une exclusion du Parti.

Le tribunal Russel représente un facteur nouveau, y compris pour le DKP. Pour la première fois des composantes de la gauche radicale se sont montrées capables d'exercer une pression politique importante sur le SPD dans son ensemble et de gagner certaines de ses forces au soutien du 3e tribunal international Russel. L'hégémonie du DKP dans la sphère du combat contre les restrictions des droits démocratiques se trouve ainsi menacée. Si ces tendances persistent et si le comportement du DKP reste identique, le danger de son isolement complet vis-à-vis du processus politique à l'intérieur de la gauche du SPD deviendrait réel.

### UN SUCCES EVIDENT MALGRE LES ATTAQUES MASSIVES DU GOUVERNEMENT ET DE LA BUREAUCRATIE SYNDICALE

La force de la pression politique que dut subir le SPD au pouvoir, responsable de la législation répressive, est attestée par ses violentes réactions, en particulier contre des éléments de ses propres rangs. Le soutien international accordé au tribunal par des sections sœurs du SPD appartenant à la IIe Internationale a accru cette pression. C'est ainsi que le Parti du travail néerlandais se prononçait clairement en faveur du tribunal et condamnait les tentatives du SPD de prendre des mesures contre celui-ci.

### VIETNAM - AMERIQUE LATINE ALLEMAGNE FEDERALE ?

Les deux premiers grands tribunaux Russel traitèrent des atteintes aux droits de l'homme relatives à l'intervention des États-Unis au Vietnam et de ceux perpétrés par les dictatures militaires et les régimes totalitaires en Amérique latine. Dans les deux cas, le tribunal pouvait prendre appui sur un mouvement de protestation international

plus ou moins développé qui lui assurait d'emblée un soutien et une ouverture sur l'opinion publique internationale. Ceux-ci ne se limitaient pas seulement à la gauche radicale. Les prises de position contre l'intervention US au Vietnam et les atteintes aux droits de l'homme en Amérique latine - surtout après le putsch sanglant au Chili - furent le fait, y compris, de partis de la social-démocratie internationale.

### QU'EST-CE QUE LE TRIBUNAL RUSSEL ?

Le tribunal Russel est un groupe d'environ 25 personnes choisies par la Peace-Fondation créée par Bertrand Russel, chargées d'enquêter sur la situation des droits de l'homme en Allemagne fédérale. Les critères de ses investigations sont la «loi fondamentale» ainsi que d'autres accords internationaux relatifs aux garanties des droits à la liberté et à la démocratie.

Le premier tribunal délibéra, sous la présidence de Jean-Paul Sartre, en 66-67 sur les «crimes de guerre au Vietnam». Le second, placé sous la présidence de Lelio Basso, traita de «l'oppression au Brésil, au Chili et en Amérique latine».

Le tribunal tient avant tout son autorité et son efficacité politique de son indépendance par rapport à tout gouvernement, toute institution ou groupe d'intérêts.

Les jugements prononcés par les deux tribunaux Russel ont été des jalons de l'opinion publique mondiale dans la lutte pour la liberté des peuples opprimés du Vietnam et d'Amérique latine.

Le 3e tribunal Russel représente un changement qui le rend différent des tribunaux précédents du fait que ses investigations portaient pour la première fois sur la situation des droits de l'homme dans une des démocraties bourgeoises des plus développées. Dans une observation finale vers la fin de la première session, le professeur H.Gollwitzer, assistant allemand du tribunal, répondit à tous ceux qui placèrent démagogiquement le tribunal sur le même rang que les tribunaux précédents. Il déclara que les deux premiers tribunaux siègèrent trop tardivement et qu'il convenait maintenant de prévenir une tendance vers un État autoritaire. Cette remarque rend compte en même temps de l'énorme difficulté devant laquelle se trouvait placé le 3e tribunal Russel. Un ample soutien n'était pas à la base comme point de dé-

part du tribunal. Il fallait le conquérir au cours des deux années de préparation.

Cette réalité et le projet de réunir le tribunal en Allemagne même rendirent l'entreprise directement dépendante de la situation politique et du rapport de forces entre la gauche radicale et les organisations de masse réformistes. Le tribunal ne pouvait devenir une institution apte à exercer une pression politique qu'avec un large assentiment public au-delà de la gauche radicale. Pour y parvenir, le tribunal ne devait pas se borner au soutien de cette gauche mais tenir compte de la réalité des forces et de la conscience politique.

### CARACTÉRISTIQUES DE LA SITUATION POLITIQUE EN ALLEMAGNE FEDERALE

La situation actuelle est caractérisée par deux phénomènes. D'une part, par un essor limité des luttes ouvrières après un immobilisme apparent depuis le début de la crise économique et le chômage qui en découle en 1974. Un essor qui, en dépit d'une participation élevée aux grèves, de nombreuses pertes de journées de travail et de l'emploi implacable de l'arme de prédilection des patrons, le lock-out, ne s'est pas répercuté sur le plan politique. Ce renouveau des luttes ouvrières en Allemagne a été précédé l'an dernier par une série de congrès syndicaux qui firent apparaître des différenciations dans la stratégie ouvrière. Ainsi fut adopté aux assises de la métallurgie la revendication de la semaine de 35 heures sans diminution de salaire. De même se trouva, pour la première fois, une majorité aux assises du syndicat des imprimeurs contre la politique contractuelle, instrument principal de la bureaucratie opposé aux forces anti-capitalistes à l'intérieur des syndicats.

Le second fait est la différenciation qui se manifeste dans le SPD qui détient toujours une entière hégémonie dans la classe ouvrière. Ces différenciations se firent précisément dans la question de la réduction des droits démocratiques, lorsque 4 députés du SPD se refusèrent à voter avec la direction de Schmidt la promulgation des «lois antiterroristes». Certes, ces désaccords ne re-

flètent pas un « courant lutte de classe » comme cela apparut au vote décisif où leurs voix étaient indispensables et où ils votèrent en faveur de cette loi, avançant un argument qu'ils avaient rejeté quelques semaines auparavant : « *Nous choisissons le moindre mal, nous ne voulons pas mettre en péril la majorité gouvernementale* ». Cette différenciation exprime néanmoins une nouvelle tendance : la dissociation partielle du SPD et du gouvernement.

Ceci devint aussi apparent dans la négociation salariale où se manifesta un large mécontentement contre la politique anticrise du gouvernement Schmidt, mécontentement qui ne fut pas dirigé contre le SPD en tant que parti.

Le tribunal devait tenir compte de cette situation pour acquérir un large soutien jusque dans le SPD. Une difficulté majeure : la base initiale du soutien était extrêmement mince et se limitait pour l'essentiel aux organisations d'extrême-gauche. La réussite du tribunal dépendait donc dans une large mesure de la politique et de la compréhension de ces organisations.

#### LA GAUCHE RADICALE ET LE TRIBUNAL RUSSEL

La gauche radicale en Allemagne fédérale ne se caractérise pas - contrairement à l'extrême-gauche en France ou en Angleterre, par exemple - par une politique correcte envers les organisations de masse réformistes et, principalement, vis-à-vis du SPD. Longtemps prévalut, sous l'effet du rapport de forces écrasant entre la gauche radicale et le SPD une « politique de dénonciation ultra-gauche » qui ne fut à aucun moment en état de faire face à la conscience réelle et aux illusions envers le SPD. Le tribunal Russel, par sa conception et son orientation vers un large public, relança la discussion sur une approche correcte du SPD à l'intérieur de la gauche.

La discussion dans le mouvement de soutien vit se dégager deux courants essentiels. L'un animé par le *Kommunistischer Bund*, défendit la conception que le tribunal et son mouvement de soutien devaient s'assigner comme tâche principale de créer un mouvement de masse qui serait enfin soustrait à l'influence des staliniens fidèles à Moscou

du DKP et du SPD. Dans cette vue, le tribunal devait examiner et condamner tous les aspects de la répression en Allemagne fédérale et ses conséquences telles que la politique de concertation des syndicats. Le but principal en serait la condamnation du « modèle allemand » en tant que manifestation la plus actuelle de l'impérialisme occidental.

L'autre courant, soutenu par le Bureau socialiste, le GIM et le Comité d'action contre les *Berufsverbote* était d'avis qu'il importait avant tout d'élargir le mouvement à l'intérieur et à la périphérie du SPD. Ce dessein impliquait une conception du tribunal et une formulation de ses thèmes propres à trouver un écho dans ces milieux. C'est cette opinion qui prévalut et c'est ce courant qui anima la préparation et la mobilisation en faveur du tribunal.

Au printemps 78, un document secret du ministère de l'Intérieur fut découvert et rendu public dans lequel sont évoqués divers moyens de rendre illégal le tribunal et de l'interdire finalement. De larges protestations, y compris dans le SPD même, mais aussi du Parti du travail néerlandais obligèrent le gouvernement à battre en retraite. Le jour de l'ouverture du tribunal, le gouvernement fit connaître sa position et renonça à toute répression contre le tribunal et ceux qui le soutenaient.

La centrale syndicale (DGB) publia également une déclaration en février, relative au tribunal Russel pour mettre en garde particulièrement contre les « manœuvres communistes souterraines » et les « tendances ennemies des syndicats ». Cette prise de position avait pour seule fonction de tenter d'intimider les forces syndicales qui s'étaient rangées derrière le tribunal. Malheureusement pour la direction syndicale, le vocabulaire de sa déclaration se distinguait à peine du rapport secret du ministère de l'Intérieur. On ne pouvait faire démonstration plus limpide de l'étroite collaboration entre les institu-

tions de l'Etat bourgeois et la bureaucratie syndicale dans leurs intérêts communs contre la gauche. Cette tentative fut vaine. Les nombreuses prises de position en provenance des syndicats, dont même le Mouvement de jeunesse de la centrale syndicale DGB, obligea la bureaucratie à reculer.

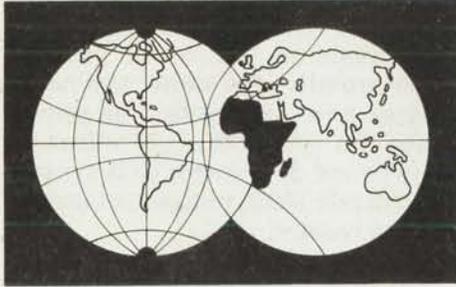
La tenue de la première session du tribunal Russel, par l'écho qu'elle rencontra dans la presse bourgeoise allemande et internationale, représente un incontestable succès.

Cette première session a rendu évident que le tribunal ne pouvait être un substitut à la lutte pour les droits démocratiques, contre la répression quotidienne de l'impérialisme en Allemagne occidentale. Mais il existe une certitude. Les conditions pour ce combat indispensable ont été améliorées d'une manière décisive par le tribunal Russel.

#### LES EFFETS DU TRIBUNAL ET LES PROCHAINES TACHES DE LA GAUCHE ALLEMANDE

Le tribunal Russel a fait apparaître à la société bourgeoise allemande les contradictions de ses propres fondements. Il a confronté la réalité politique du moins dans le domaine des *Berufsverbote* - avec la « loi fondamentale » et d'autres accords internationaux fixant les droits à la liberté et à la démocratie. C'est cette position quasi « neutre » choisie par le tribunal lui-même qui parvint à attirer l'attention d'une large opinion publique sur les *Berufsverbote* et d'autres mesures restreignant les droits démocratiques.

Telles étaient le devoir et les possibilités du tribunal et rien de plus. Il ne pouvait pas remplacer le combat de la gauche et de l'opinion démocratique en Allemagne fédérale contre la répression d'Etat. Il ne pouvait que servir à améliorer les conditions de cette lutte. Il appartient maintenant à la gauche allemande et internationale de mettre à profit cette sensibilisation de l'opinion et de conduire ensemble le combat qui vise finalement l'impérialisme de l'Allemagne occidentale en tant que tel.



# Ile Maurice

## Le MMM aux portes du gouvernement

*Dans le contexte social de l'île Maurice,  
les luttes de classes prennent très vite l'allure d'affrontements.  
La masse des prolétaires n'a pas encore pu faire la décision  
du fait de son isolement dans cet île de l'océan Indien  
et de sa division en communautés raciales.*

Claude GABRIEL

● Nos lecteurs se reporteront à l'article d'*Inprecor*, No 65 du 13 janvier 1977 en ce qui concerne les élections de décembre 76 à Maurice, qui voyaient d'une part la percée du Mouvement militant mauricien (MMM) en tant que principal parti et, d'autre part la formation d'une coalition de droite formée par le Parti travailliste (PT) et le Parti mauricien social-démocrate (PMSD) pour maintenir une majorité gouvernementale.

Au terme des élections de 1976 l'opposition de gauche, représentée par le Mouvement militant mauricien (MMM), obtenait 34 sièges de députés. La droite totalisait de son côté 36 sièges répartis entre le Parti travailliste (PT) et le Parti mauricien social-démocrate (PMSD). Ayant échappé de peu à une défaite électorale, la bourgeoisie mettait en place un gouvernement de coalition PT-PMSD, s'appuyant sur une courte majorité à la chambre. Le premier ministre restait le sieur Rangoolam, leader du PT et étoile déclinante de la lutte passée pour l'indépendance. (1)

Au lendemain de ces élections, les rapports de force paraissaient suffisamment instables pour que du côté du MMM et du PT des bruits circulent à propos d'une coalition nouvelle entre eux. Mais la base du MMM ainsi qu'une partie du groupe parlementaire s'opposèrent immédiatement à un tel compromis. L'unité du MMM étant menacée, les éléments favorables à une telle politique firent marche arrière

Aujourd'hui, un an et demi après ces élections, la vie politique mauricienne connaît à nouveau une crise grave. Chacun s'accorde à reconnaître que des élections anticipées donneraient au MMM une large majorité. Le PT est traversé par une crise importante; Rangoolam se montre un politicien fatigué, incapable de gouverner.

La crise économique s'aggrave. Le gouvernement dont les ressources sont bien maigres dans un pays où règne «l'idéal de l'entreprise privée», vient de décider l'augmentation des taxes notamment sur l'essence où elles passent de 70% à 100%. Le ministre du plan déclarait récemment: «pour que l'île Maurice puisse sortir de l'ornière, il faut que les gens travaillent dur. Il faut que la production augmente. Dans le même temps, il faut une réduction draconienne du nombre des congés publics. Par ailleurs, il faut un gel des salaires»(2). Ainsi parle un bourgeois, en plein océan Indien, bon élève de ses maîtres impérialistes.

L'industrie sucrière reste menacée en permanence par les fluctuations du marché mondial et les accords de Lomé entre la CEE et les pays ACP (3) n'excluent pas, à terme, une politique encore plus inégale envers les betteraviers européens et les pays producteurs de canne.

La zone franche s'est avérée être un vaste bluff. Soutenus par un code des impôts parfaitement insignifiant et par des avantages sur les importations et les sources d'énergie, les

patrons français, allemands, japonais etc. s'en donnent à cœur joie. Après deux ans, environ, d'intense exploitation de la main d'œuvre, ils s'en vont ailleurs trouver bonne fortune.

A cela s'ajoutent la désorganisation administrative, la crise des transports et le chômage. Selon les estimations gouvernementales, la meilleure prévision du taux de chômage pour la prochaine période serait de 17%, chiffre d'où sont exclues 75% des femmes «au foyer».

Pour ne pas être en reste, Maurice vient de connaître son Watergate. Un certain Hossen a déclaré au *Militant*, journal du MMM, qu'il était un agent de la Special Branch (police politique) et qu'il avait été placé par celle-ci dans la rédaction du journal *Le Cernéen*.

Ses révélations montrent la pénétration de la presse par les services secrets et prouvent l'importance du quadrillage policier dans la vie politique mauricienne. Ce scandale frappe de plein fouet un gouvernement à la dérive.

### UNE MAJORITE DE TRAVAILLEURS

Les classes dirigeantes mauriciennes se présentent sous la forme de deux secteurs entre lesquels s'est établie une sorte de *gentlemen's agreement* pour une répartition des tâches. D'une part une bourgeoisie majoritairement indoue, dont l'enrichissement provient de la gestion de l'appareil d'Etat et qui se structure selon des cliques familiales.

D'autre part, la bourgeoisie franco-mauricienne, blanche, qui contrôle majoritairement l'industrie sucrière, les docks et les banques. Le consensus entre ces deux couches de la bourgeoisie ne se fait pas sans mal. La bourgeoisie indoue qui se reconnaît dans le PT ne renonce pas à agrandir sa base sociale en favorisant les couches petites-bourgeoises par un système dégressif de taxes, par des aménagements du système des patentes commerciales etc. Elle est, par ailleurs, très attachée au système politique britannique et s'inspire en permanence des recommandations londoniennes.

Du côté de la bourgeoisie sucrière nous trouvons le PMSD, dirigé par le trop fameux Gaétan Duval, sorte d'avocat d'affaires très lié aux Français et aux Sud-africains et favorable à une politique dure envers le mouvement ouvrier.

Face à ces classes dirigeantes, l'île Maurice peut étonner par l'importance des masses travailleuses: à peu près 60% de travailleurs, dont une grande part sont des prolétaires au sens strict du terme. A quoi doit-on cette situation?

Maurice a été exploitée par des groupes de Franco-mauriciens qui firent appel au travail forcé de milliers d'esclaves d'origine indienne ou africaine. L'évolution du système d'exploitation fit de ces travailleurs des prolétaires. Le développement d'un petit capitalisme au côté des sucriers, l'apparition d'une petite-bourgeoisie cossue se firent à rebours: ce sont des prolétaires (notamment des Indous) qui purent, par les prébendes, des influences familiales et des combines de la communauté indoue accéder au statut de petite-bourgeoisie. D'ailleurs, le PT a une politique d'aide au petit capital. Mais, les lois objectives du système, l'opposition du PMSD et l'étroitesse du marché limitent évidemment ces prétentions (4).

La masse des travailleurs se concentre dans quatre secteurs:

1) Les **laboureurs**: les ouvriers agricoles dans les plantations de canne sont presque exclusivement indous. Leurs conditions de travail sont des plus déplorables. Le système de rémunération à la tâche, supervisé par les agents du patro-

nat, les sirdars (5) et le chômage qui menace en permanence, ont favorisé assez souvent la recherche de solutions individuelles que le patronat exploite: un petit bétail personnel, quelques cultures vivrières. Ouvriers agricoles certes, mais aussi base électorale de la communauté indoue et du PT.

2) Les artisans constituent les ouvriers des «moulins» (usines sucrières). Il y a dans ce pays 21 moulins qui se partagent la plus grande surface de canne. Laboureurs et artisans ont les mêmes patrons, ils constituent deux maillons complémentaires de la chaîne sucrière. Mais les artisans, eux, sont

**ILE MAURICE**

**Environ un million d'habitants.**

Ancienne colonie anglaise, Maurice est membre du Commonwealth et de l'organisation francophone OCAM.

95% des terres arables sont plantées en canne à sucre qui fournit 90% des recettes. La balance commerciale accuse un déficit de 600 millions de roupies (410 millions de FF).

Les communautés se répartissent ainsi: environ 2% de Chinois, 32% de Créoles, 61% d'Indiens hindouistes ou musulmans, 5% d'origine européenne.

majoritairement créoles, ce qui ne favorise pas l'unité d'action.

L'ensemble des travailleurs du sucre, laboureurs et artisans sont les véritables tâcherons de l'économie mauricienne. Entre 1890 et 1976, ils sont restés le même nombre, 60000, pour une surface cultivée et une productivité en progression permanente. La bourgeoisie envisage de réduire bientôt de quatre le nombre de moulins, favorisant ainsi la concentration du capital. En 1976, au moulin de Médine, le patron a licencié d'un coup 1200 travailleurs. L'apparition d'une certaine mécanisation dans les champs va accroître le chômage en même temps qu'elle rend encore plus compliqué et inégal le système des rémunérations à la tâche.(6)

3) Les **travailleurs du port et des docks** subissent depuis toujours un patronat lié aux sucriers - patronat qui réduit ses frais au maximum et ses investissements au strict nécessaire pour le fonctionnement des installations. Ces travailleurs avaient été à l'avant-garde des grandes grèves de 1971.

4) Les **travailleurs de la zone franche**: l'écrasante majorité de ces 22000 travailleurs sont des femmes sous-payées et corvéables à merci par les patrons étrangers venus «faire du roupie».

On pourrait ajouter à ces quatre grandes catégories d'ouvriers d'autres petits secteurs comme les ouvriers agricoles du thé dont le sort dépend des acheteurs sud-africains et les employés des sociétés de transport. Entre ces deux classes antagoniques, la société mauricienne a tout de même laissé une petite place pour la petite-bourgeoisie. Mais celle-ci, plus que toute autre classe est divisée selon les communautés raciales et leur situation sociale objective.

Dans l'agriculture, ce fameux développement d'un capitalisme à rebours a pu favoriser une classe de petits paysans individuels. Ils sont au nombre d'environ 30000, mais 70% d'entre eux sont obligés de vendre temporairement leur force de travail ou de rechercher d'autres moyens de subsistance. Le PT qui a favorisé à fond cette catégorie sociale a pu prendre par endroit l'allure d'un véritable parti de koulaks. Parmi les commerçants émergent principalement les Chinois plutôt liés au PMSD et les musulmans plutôt liés au PT qui se livrent une concurrence haineuse.

L'importance de l'appareil d'Etat et un système d'enseignement fondé sur une large privatisation ont favorisé également le développement d'une petite-bourgeoisie urbaine faite de fonctionnaires, de professions libérales, de flics, d'instituteurs, etc.

Dans ce contexte social, les luttes de classes prennent très vite l'allure d'affrontements. La masse des prolétaires n'a pu encore faire la décision du fait de son isolement dans cette île de l'océan Indien et de sa division en communautés raciales.

## LA BOURGEOISIE TIENT PAR LA DIVISION

La cohabitation de différentes communautés raciales a bien évidemment été utilisée par le colonialisme. Aujourd'hui, les classes dirigeantes et l'impérialisme maintiennent avec application ce qu'il est convenu d'appeler le « communalisme ». Les communautés raciales sont savamment contrôlées par des notabilités et des politiciens bourgeois. La presse réactionnaire ne manque jamais une occasion pour mettre en évidence les « disparités » : petits fonctionnaires créoles contre fonctionnaires indous; commerçants chinois contre commerçants musulmans; laboureurs indous contre artisans créoles, etc. sans oublier les équipes de football communales.

Toutefois, cette politique fondée sur la division commence peu à peu à perdre de son efficacité. On rencontre maintenant nombre de jeunes qui ont renoncé à parler principalement leur langue maternelle (l'indi, le chinois...) pour ne plus s'exprimer qu'en créole considéré comme « langue mauricienne » et patrimoine culturel.

La bourgeoisie a donc renforcé son dispositif de sécurité en multipliant les facteurs de division au sein de la classe ouvrière.

1) Le check-off c'est-à-dire le droit pour le travailleur de demander au patron de retenir automatiquement sur son salaire sa cotisation syndicale. Derrière cette petite institution banale se cache en fait une arme redoutable pour le patronat. En effet, les lois du travail imposent le plus souvent la reconnaissance d'un seul syndicat par entreprise. La reconnaissance d'un nouveau syndicat ne se fait qu'après un referendum parmi les travailleurs de cette entreprise et après une nette majorité. Mais en attendant, le syndicat en place peut bénéficier largement du check-off qui lui garantit à coup sûr une stabilité de ses finances sans avoir à faire preuve d'une grande activité sur les lieux de travail. C'est ainsi que dans un nombre important de branches, des syndicats de droit peuvent se maintenir à l'encontre d'autres syndicats, non reconnus, qui pour imposer une hypothétique reconnaissance devront remonter le courant en position de faiblesse, faute de moyens.

2) Le Development Work Corporation organise conjoncturellement au service de l'État une partie des chômeurs pour de petits travaux d'aménagements, de voirie, etc. Mal payés, les travailleurs qui en bénéficient ne sont pourtant pas appréciés des salariés à plein temps ou des chômeurs laissés pour compte, dans la mesure où il n'existe pas à Maurice d'allocation de chômage. Exploités, ces « chômeurs » de la DWC apparaissent contradictoirement comme des favorisés aux yeux de leurs camarades de la classe ouvrière.

3) L'Industrial Relations Act (IRA) et le Public Order Act (POA) sont des lois scélérates qui, de fait, rendent impossible l'exercice du droit de grève. L'obligation, pour la satisfaction d'une revendication de passer par les méandres de la concertation, des instances judiciaires et autres labyrinthes de l'État bourgeois... avant toute grève, rend, en fait, illégal, tout débrayage. La perspective d'une grève générale ne peut donc, se concevoir que comme une épreuve de force immédiate et prolongée avec le pouvoir puisque sa préparation « légale » signifierait le blocage administratif « admis » par le gouvernement de toutes les négociations, branche par branche et au même moment !

4) Les femmes constituent une immense armée de réserve que le développement de la zone franche a commencé à intégrer dans les circuits du marché du travail. La majorité des travailleurs de la zone franche sont des femmes, régulièrement remises au chômage par les patrons étrangers. Les Mauriciennes sont, par ailleurs totalement opprimées par le système communal, et son idéologie de la famille. Les castes chez les Indous, les mariages « arrangés », les pressions permanentes pour qu'elles se marient exclusivement avec des hommes de leur communauté, etc. en font des esclaves au foyer.

Si la classe ouvrière apprend par ses luttes, force est de reconnaître qu'à Maurice un travail particulier devra aussi être fait pour que les différents secteurs puissent en permanence mettre en commun leurs revendications et leur combat. Pour

cela, il sera non seulement important de mettre en évidence les revendications qui touchent tous les travailleurs, mais il faudra aussi défendre une politique d'unité ouvrière y compris par rapport aux secteurs syndicaux encore contrôlés par les hommes du pouvoir. Un large front de classe contre le pouvoir et le patronat aurait ainsi à combattre pour :

- l'abrogation de la Constitution;
- l'abrogation des lois scélérates IRA et POA;
- l'allocation chômage et la sécurité sociale pour tous;
- l'égalité au travail et au foyer des hommes et des femmes.

## LA GAUCHE A LA CROISEE DES CHEMINS

Dans le mouvement syndical, la General Workers Federation (GWF), contrôlée par le MMM, est largement majoritaire. Ceci donne évidemment au MMM lui-même un caractère de parti ouvrier dont les directions et le groupe parlementaire sont en partie composés de travailleurs du rang. Cela impose aussi à la bourgeoisie un comportement prudent dans ses rapports avec le MMM.

En effet le parti de Paul Béranger a une histoire tout à fait originale. Né en 1969 du Mouvement des étudiants militants, le MMM deviendra en quelques années l'organisation ouvrière hégémonique ravissant au PT une grande partie de sa base populaire.

Mais le MMM est un parti éclectique où cohabitent toutes sortes de tendances. Après avoir usé d'un vocabulaire anticapitaliste, la direction a glissé vers un vocabulaire « anti-impérialiste ». La revendication de nationalisation de seulement quatre entreprises sucrières sur les vingt et une, les débats obscurs sur « l'autogestion », les comités d'entreprise et « la part du secteur privé », les concessions envers le communalisme que dénoncent certains de ses militants, sa volonté d'apparaître comme un parti de gouvernement, en font aujourd'hui un parti réformiste. Le port ne fonctionne que parce qu'un accord tacite existe entre la direction de la GWF et le patronat au nom de l'intérêt national et le respect des engagements de l'île Maurice à

la CEE pour la livraison du sucre. Béranger déclarait récemment à un journaliste qui lui rappelait les risques d'affrontement : « Je crois deviner sous vos propos votre crainte que, finalement, au lieu de déboucher sur les élections, le pourrissement de la situation ne débouche sur un affrontement ou sur l'éclatement. C'est un inquiétude profonde qui devrait tracasser tous les Mauriciens qui aiment leur pays. Cela permet de clarifier un point que j'ai avancé dans le passé. J'ai dit

réalité une partie de la bourgeoisie n'a rien à redire, d'autant plus que les projets de « comités de quartiers » sont restés dans les cartons. Le MMM est-il pour autant un parti de gouvernement que la bourgeoisie s'apprêterait à utiliser ?

En fait le MMM n'a pas de direction stable. Les petits bureaucrates, les petits-bourgeois que l'on trouve au Comité central et au groupe parlementaire ne constituent pas encore une bureaucratie solide ayant le

gène (8). La classe dirigeante et l'impérialisme, favorables à un flirt avec Béranger, ne risqueront sans doute pas que le grand saut que constituerait l'arrivée du MMM au pouvoir.

Hormis le MMM, une scission en 1973 sous la direction de Dev Virahswamy a donné naissance au Mouvement militant mauricien socialiste progressiste (MMMSp). A ses débuts, ce petit groupe cherchait sa voie idéologique, mais découvrit peu à peu sa raison d'être dans le maoïsme. Actuellement le MMMSp développe sans vergogne les plus grotesques des positions chinoises. Au nom de la « lutte de libération nationale », il tente de mettre en place un Front démocratique et populaire avec des groupuscules bourgeois et petits-bourgeois comme l'Union démocratique mauricienne, dirigée par un ancien député PMSD et l'Indépendance Forward Bloc (bloc pour l'indépendance). Partisan convaincu que le meilleur moyen d'être reconnu comme le « parti du prolétariat », c'est d'avoir « son syndicat », le MMMSp organise autour des syndicats qu'il contrôle une fédération particulière, refusant d'intégrer la centrale GWF. Politique de division et politique de collaboration de classe ont fait du MMMSp une secte en crise. Cela n'empêche nullement sa « direction éclairée » de partir régulièrement en crise contre le trotskysme, c'est-à-dire, en définitive, contre tous ceux qui ne trouvent pas la « théorie des trois mondes » adaptée à la situation mauricienne.



que nous souhaitons des élections générales anticipées, mais que nous n'allions faire aucune pression pour cela (sic). On a mal interprété ma pensée. Ce que je voulais dire, c'est que le MMM ne va pas se servir d'actions industrielles, de grèves ou de pressions de rue pour imposer des élections. Nous n'allons pas forcer la main du gouvernement. Nous allons jouer le jeu totalement.» (7). On ne peut être plus clair.

Aujourd'hui le MMM contrôle trois des cinq municipalités, dont la capitale. Sa gestion, ordonnée, ne défraye la chronique que sous la plume de politiciens vengeurs. En

contrôle de la GWF et du parti. A la moindre occasion, la base proteste, tempête, menace. Des cadres plus à gauche que la ligne générale refusent de faire des compromis avec ce qu'ils dénoncent comme la droite du MMM. Béranger sait que son arrivée au gouvernement lui laisserait très peu de marge de manœuvre et que le moindre faux-pas lui ferait perdre très vite une partie de l'implantation sociale. Il sait, avec la bourgeoisie, qu'il serait incapable de contrôler la situation sociale. Ayant renoncé, apparemment, à une coalition avec le PT, le MMM propose en définitive à la bourgeoisie un gouvernement MMM homo-

Enfin est apparue depuis deux ans un bulletin marxiste de tribune libre, *Lalit de Klas* (la Lutte de classe) qui a, sans conteste, fait avancer l'analyse de la société mauricienne et dont les animateurs ont été souvent à l'avant-garde d'initiatives militantes comme le Mouvement de libération des femmes, les mobilisations contre l'apartheid, la campagne pour l'emploi du créole. Ces petits mouvements, le MLF, le « Dikasion Pu Travayer » (LPT) et autres, touchent présentement des franges du MMM et du MMMSp (9).

Les débats dans la gauche mauricienne vont prendre une acuité nouvelle, étant donné la crise gouvernementale. Quelle stratégie et quelle alternative au MMM ?

Une lutte récente a permis d'engager ce débat autrement que sur le papier. Sous la menace d'une augmentation des transports de 100%, à la demande du patronat des compagnies, une mobilisation avait vu le jour. Un « Fro Kome Transpor » (Front commun des transports) se mettait en place avec les syndicats dont la GWF, le MMM, le MMMSP, le MLF, le LPT. Ce front organisa une riposte de masse sur des mots d'ordre radicaux. Nationalisation, désobéissance civile en cas d'augmentation, employés et usagers solidaires constituèrent les thèmes centraux de la campagne. Malgré une opération peu reluisante du MMMSP pour faire reconnaître son Front démocratique pendant la campagne, celle-ci fut un franc succès. Maintenant, à propos de la question du logement, des discussions se sont engagées pour organiser une semblable mobilisation.

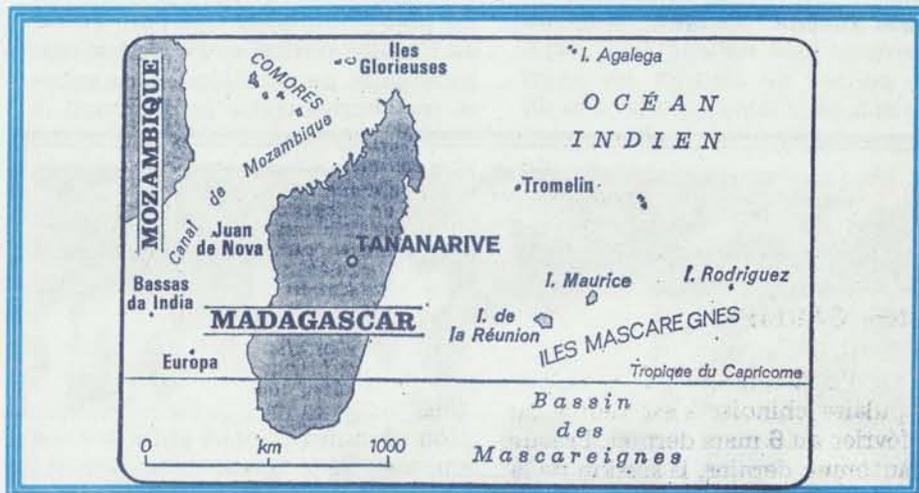
La construction d'une alternative au MMM n'est pas une affaire aisée dans un pays où les travailleurs les plus conscients n'ont pas fait d'expérience majeure de la ligne réformiste de celui-ci.

Le développement des campagnes pour la satisfaction des grandes revendications unitaires permettra sans doute d'y voir plus clair dans la pratique des uns et des autres. Dans le MMM et le MMMSP existent incontestablement des militants solides à qui il manque une alternative organisationnelle réelle.

Dans un pays comme l'île Maurice, la domination impérialiste, la complexité des rapports entre les classes et les communautés, la contradiction entre la forte conscience de classe et l'absence de tradition de lutte ne permettent pas de faire l'économie d'une très

grande précision programmatique et de la mise en place d'une organisation d'avant-garde qui soit autre chose que l'auberge espagnole MMM. C'est simultanément au sein de la GWF et en direction du MMM et du MMMSP que les militants révolutionnaires pourront affirmer leur projet et gagner un très grand nombre de travailleurs. En militant

d'une fraction oppositionnelle (groupe Boodhoo) donne peu de chances à Rangoolam de finir brillamment sa carrière de politicien. Le PMSD joue la carte du chaos. Son leader, Duval, multiplie les fausses informations, les critiques au gouvernement. Les ministres PMSD se désolidarisent peu à peu du Premier ministre.

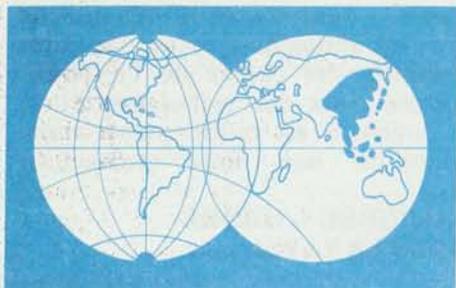


contre toute division de la classe, pour une politique de front unique, pour l'unité syndicale, pour le retour de l'île de Diego Garcia à l'île Maurice, pour la construction du Mouvement des femmes, pour l'indépendance totale de la classe ouvrière et de ses alliés par rapport aux partis bourgeois, ils travaillent à modifier durablement les rapports de force sociaux. Ils mettront ainsi la première pierre à la construction d'un authentique parti ouvrier révolutionnaire.

Faute de pouvoir accepter des élections anticipées, la bourgeoisie pourrait à nouveau pencher vers la solution forte. Dans les deux cas le MMM serait mis à dure épreuve et révélerait alors ouvertement ses insuffisances. La crise gouvernementale, qui a pris un cours nouveau avec l'apparition dans le PT

Passée la défaite électorale de 1976, les travailleurs se sont ressaisis et multiplient à nouveau les revendications. Dans ces conditions, l'île Maurice pourrait bien faire parler d'elle. Cela permettrait de contester la puissance impérialiste dans le sud de l'océan Indien où Madagascar s'est engagé dans un réformisme militaire classique et où l'île de la Réunion reste plus que jamais sous la botte coloniale française. C'est bien pourquoi l'avant-garde mauricienne aura à se lier avec les révolutionnaires de la région pour donner une réponse de classe commune au quadrillage impérialiste. C'est aussi pourquoi le mouvement ouvrier international doit suivre attentivement la situation dans cette région, entre le Sri Lanka et l'Afrique du Sud.

- 1) Après une exclusion et un passage au PT, le groupe parlementaire MMM ne comporte plus que 32 députés.
- 2) « Le Mauricien » du 4 avril 1978.
- 3) Pays ACP : pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Au nombre de 44 au moment de la signature des accords de Lomé avec la CEE.
- 4) L'abolition récente des subventions gouvernementales sur les fertilisants atteint essentiellement les revenus des petits et moyens propriétaires terriens, remettant en question les efforts faits par le PT pour s'y bâtir une base sociale.
- 5) sorte de contremaîtres.
- 6) Les coupeurs doivent abattre 2,5 tonnes de canne par jour. Les pelleteuses utilisées maintenant perdent beaucoup de canne en la chargeant dans les camions. Les laboureurs en sont pénalisés, au bout du compte, lorsque l'on fait le bilan de « leur journée ».
- 7) « Week-end » du 2 avril 1978.
- 8) Le MMM traverse une crise. Béranger n'a plus écrit d'éditorial dans « Le Militant » depuis des mois. La direction navigue à vue. Entre son refus de l'épreuve de force et son aspiration dans le vide vers des postes de gestion, le MMM prend l'allure d'un bouchon flottant. Son journal devient peu à peu anecdotique, sans analyse de fond, sans slogan, sans perspectives.
- 9) Le quotidien « Le Militant » (MMM) se vend à 5 000 exemplaires. Le quotidien « Soley ruz » (MMMSP) se vend à 1 000 exemplaires. « Lalit de Klas », tous les deux mois, se vend à 500 exemplaires. Enfin « Le Mauricien », journal de la bourgeoisie libérale éclairée, se vend à 24 000 exemplaires.



## Chine

# La bureaucratie poursuit la démaoïsation

*En poursuivant la « démaoïsation » entamée depuis plus d'un an, la nouvelle direction chinoise tranche enfin le débat qui a divisé la bureaucratie depuis la révolution culturelle, pour ne pas remonter à une période plus lointaine...*

Frédéric CARLIER

La Ve Assemblée nationale populaire chinoise s'est réunie du 26 février au 6 mars dernier. Prévues à l'automne dernier, la session de la plus haute instance de l'Etat chinois avait été repoussée en raison de la poursuite de l'épuration, particulièrement en province, des partisans du « groupe de Shanghai » et des divergences au sein de la nouvelle direction entre les partisans de Hua Kuo-feng et Teng Hsiao-ping. Entourée d'une publicité inhabituelle, la précédente Assemblée populaire avait été réunie dans le plus grand secret - elle avait pour but de sanctionner et de « légaliser » l'entrée de la Chine dans une nouvelle ère : celle de « l'après-Mao ». L'Assemblée populaire a ainsi ratifié le coup de force de Hua Kuo-feng contre le « groupe de Shanghai », qui conduisit à l'arrestation de ce dernier en octobre 1977, à la réhabilitation officielle de Teng Hsiao-ping en juillet dernier et surtout les orientations adoptées par le XIIe congrès du Parti communiste chinois. Celles-ci, tant sur le plan du nouveau plan de développement économique, que sur celui, étroitement lié, du changement radical des rapports entre la bureaucratie chinoise et les masses, constituent le tournant politique le plus fondamental qu'ait connu la Chine depuis la victoire de la révolution en 1949.

L'objectif que poursuit la direction chinoise par cette réorientation radicale est clair : il s'agit de la stabilisation de la couche bureaucratique en Chine. En poursuivant

la « démaoïsation », entamée depuis plus d'un an, la nouvelle direction chinoise tranche enfin le débat qui a divisé la bureaucratie depuis la révolution culturelle, pour ne pas remonter à une période plus lointaine...

### UN NOUVEAU « MODELE » DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

« Unissons-nous pour édifier un puissant Etat socialiste moderne » est le titre du rapport présenté par Hua Kuo-feng aux membres de la Ve Assemblée populaire. Par delà la prudence du rapporteur dans les termes choisis et les dizaines de citations et slogans du « grand timonier » qui parsèment le rapport afin de lui donner une tonalité maoïste, les objectifs fixés marquent une rupture nette avec l'ancien « modèle » de développement.

L'objectif n'est pourtant pas nouveau. En 1964, Chou En-lai avait présenté devant la troisième Assemblée populaire l'objectif des « quatre modernisations » (de l'agriculture, de l'industrie, de la défense, des sciences et techniques) qui avait sombré dans les remous de la révolution culturelle. En 1975, le plan remanié, avec l'aide notamment de Teng Hsiao-ping réhabilité, était présenté en l'absence de Mao à la IVe Assemblée populaire. Il s'agissait alors de « faire de la Chine une grande puissance industrielle avant la fin du siècle », mais le fragile

compromis passé entre le « groupe de Shanghai », Chou En-lai et les « réhabilités » d'après la révolution culturelle éclatait peu après la mort du Premier ministre chinois. Alors que s'engageait la « campagne-anti-droitière », dont Teng Hsiao-ping était la cible, le plan adopté par l'Assemblée disparaissait à nouveau.

C'est ce projet, remanié par Teng Hsiao-ping, et affiné par les multiples conférences sectorielles qui se sont déroulées depuis un an, qui commence à être appliqué aujourd'hui.

Les grandes orientations du projet peuvent être rapidement résumées ainsi : renforcement de la planification centrale, priorité à l'industrie lourde avec la réalisation de « 120 grands projets », spécialisation accrue de la production en développant la coopération entre différentes industries, ce qui ébrèche pour le moins le slogan « compter sur ses propres forces », développement de la productivité du travail par l'incorporation d'une technologie avancée, si besoin est achetée à l'étranger, recherche de la rentabilité (« Faites des bénéfiques », lançait le *Quotidien du Peuple* aux chefs d'entreprise).

Il s'agit donc pour la direction chinoise d'élargir la base de l'industrie (investissements importants dans l'industrie lourde) et de rationaliser la production en évitant un gaspillage trop important de la force de travail qu'impliquaient les en-

treprises moyennes ou semi-artisanales autonomes dans les communes populaires.

Le « plan de dix ans » (1976-1985) doit permettre d'établir les bases de ce projet. Les objectifs fixés pour ce nouveau « grand bon en avant » ne semblent pas excessifs. Il prévoit une augmentation de la production agricole de 4 à 5% (la production céréalière devrait atteindre 400 millions de tonnes, contre 285 aujourd'hui) et celle de l'industrie de plus de 10% par an. Pour atteindre ces objectifs, le plan prévoit de « porter à 85% au moins la mécanisation des principales activités agricoles » et établit une série de priorités industrielles : métallurgie (la production d'acier devrait atteindre 60 millions de tonnes contre 23 aujourd'hui), énergie avec le développement de la production de charbon, de pétrole et d'électricité (y compris au moyen de centrales nucléaires) et édification de nouvelles branches avec une technologie avancée telles que la pétrochimie et l'électronique. En ce qui concerne la planification, il est prévu de mettre en place six grandes régions au développement économique intégré.

La relative modestie des objectifs du plan (sauf dans les secteurs-clé) tient essentiellement à l'état de relative désorganisation de l'économie chinoise - ce que l'on appelle le « sabotage du gang des quatre » -, conséquence des luttes politiques qui se sont menées ces trois dernières années. Elle tient également, en ce qui concerne l'agriculture, aux nombreuses catastrophes naturelles (sécheresse, inondations) qui ont frappé la Chine ces dernières années, nécessitant une hausse importante des achats de céréales à l'étranger (ce qui, en retour, grève les finances en ne permettant pas de débloquer les devises nécessaires à l'achat de la technologie étrangère en quantité suffisante).

Enfin, l'accent est mis sur la recherche scientifique et l'éducation. Ces domaines-clé pour assurer le nouveau « grand bond en avant » sont ceux qui ont le plus souffert des activités du « groupe de Shanghai ». La déportation des gardes rouges dans les campagnes après la révolution culturelle, la fermeture

pour une longue période des établissements d'enseignement supérieur et de recherche scientifique, sans parler des attaques incessantes qu'ont subies professeurs, universitaires et chercheurs, constituent aujourd'hui un handicap grave pour l'économie chinoise qui a accumulé dans la formation de ses techniciens et chercheurs de nombreuses années de retard.

La mise en œuvre de cette politique nécessite avant tout le « rétablissement de l'ordre et de la discipline » sur le plan social et politique : la nouvelle direction chinoise doit prouver, après trois ans de convulsions, qu'elle est enfin stabilisée



Teng Hsiao-ping

et ne tolérera plus aucune initiative autonome des masses. En contrepartie, pour réaliser « l'Union nationale » autour de ses objectifs, elle doit procéder à une certaine « libéralisation » : « libéralisation » au niveau de l'encadrement bureaucratique et idéologique des masses; « libéralisation » sur le plan culturel et sur celui de la recherche scientifique pour rallier la couche des intellectuels et chercheurs que le PC s'était en grande partie aliéné depuis la révolution culturelle. Enfin, la direction fait miroiter aux masses une « élévation assez considérable de son niveau de vie » selon le rapport de Hua Kuo-feng. D'ores

et déjà les « encouragements matériels » sont remis à l'honneur et il est probable que les privilèges matériels des cadres de l'appareil comme ceux des techniciens dont le concours est indispensable vont connaître une nette croissance.

#### « ASSURER L'ORDRE DANS LE PAYS »

Hua Kuo-feng peut rajouter dans son rapport devant la Ve Assemblée nationale populaire « en axant les activités sur la lutte de classe »; cette affirmation « orthodoxe » apparaît pour ce qu'elle est : une clause de style. Dès le lendemain de la chute des « quatre », avec constance jusqu'à aujourd'hui, la nouvelle direction chinoise n'a cessé de multiplier les appels « à l'ordre », la « discipline » et à « l'unité autour du comité central dirigé par le président Hua Kuo-feng ».

Cette campagne pour le rétablissement de l'ordre est une nécessité vitale pour elle. Non seulement parce que la direction ne bénéficie pas de la « légitimité » autrefois représentée par Mao et que les circonstances dans lesquelles elle s'est emparée du pouvoir restent quelque peu obscures, mais aussi en raison de l'état du pays après la mort du « grand timonier ».

Autorité auprès des cadres moyens de l'appareil d'abord, paralysés pendant une longue période en raison des affrontements qui se déroulaient au sommet. Ces cadres, menacés à tous moments par l'une des diverses « campagnes » menées par l'une ou l'autre fraction de la bureaucratie, devaient faire preuve d'une perspicacité vigilante pour savoir dans quel sens le vent tournait, au risque de perdre leur place ou d'aller se faire « rééduquer par le travail » pour une période indéterminée. Situation qui n'était pas propre à la prise d'initiatives, ce qui explique en partie la désorganisation économique.

Mais autorité surtout auprès des masses. En effet, depuis 1974, les grèves et les affrontements, parfois armés, n'ont cessé de se multiplier dans les différentes provinces chinoises, reflétant à ce niveau la lutte pour le pouvoir qui se déroulait au sommet. Les travailleurs n'ont pas

manqué, en de nombreuses occasions, de profiter de la paralysie de l'appareil ou des affrontements entre les différentes fractions pour faire valoir leurs revendications propres. De même, cette période a été fertile pour l'éclosion de petits groupes développant un programme antibureaucratique, composés parfois de « vétérans » de la révolution culturelle.

Mais l'instabilité s'étendait au niveau social, avec le développement dans les villes du nombre de jeunes ou de travailleurs sans emploi, échappant au contrôle des autorités avec l'aide de leurs amis ou parents. Parmi eux, de nombreux jeunes exilés dans les provinces au lendemain de la révolution culturelle et revenus clandestinement dans les villes. Parallèlement, la Chine connaissait une vague, encore mesurée, de délinquance et de banditisme comme il s'en développe dans toute période troublée.

La direction chinoise doit mener la lutte sur trois fronts : répression brutale de la délinquance, ce qui correspond sans aucun doute à l'aspiration à la sécurité d'une bonne partie de la population après de nombreuses années agitées; intimidation de la classe ouvrière, élimination de ce qui restait des « conquêtes » de la révolution culturelle et répression extrêmement sévère des groupes antibureaucratiques; enfin, poursuite de la campagne pour extirper de l'appareil tout courant favorable au « groupe des quatre » et opposé à la « démaoïsation » en cours.

La presse n'a pas manqué de souligner l'augmentation sensible des condamnations à mort depuis l'élimination des « quatre », comme la publicité qui leur a été faite en Chine. Si ces condamnations touchaient essentiellement des criminels, nombre de victimes ont été exécutées pour des causes politiques. L'exemple le plus clair à ce sujet concerne le démantèlement, en janvier dernier de « treize groupes contre-révolutionnaires » qui auraient réuni trente-deux personnes en tout, dans la ville de Hangchow, capitale du Chékiang. Sur les affiches annonçant les condamnations, huit noms étaient barrés de rouge, ce qui signifie que huit des dirigeants ont été

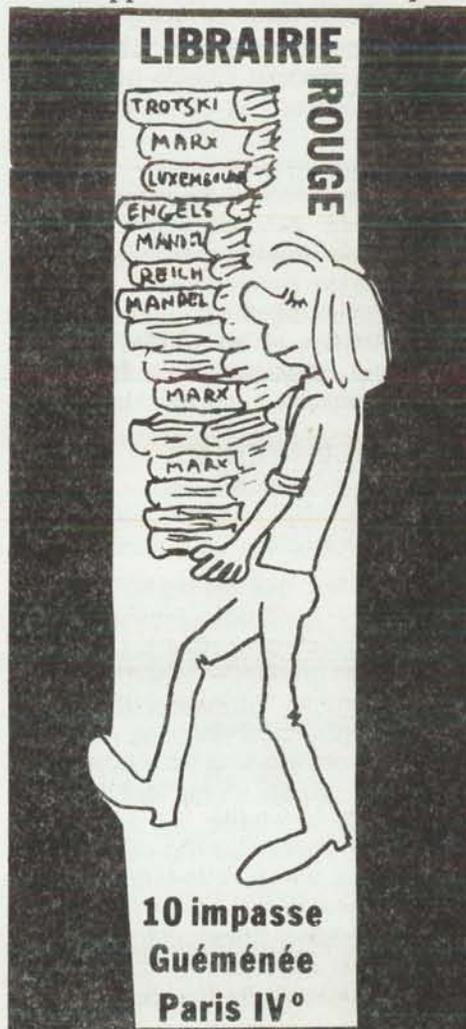
immédiatement exécutés. Les autres ont été condamnés à de lourdes peines de prison. Un des groupes était accusé d'avoir organisé des « activités contre-révolutionnaires avec des programmes politiques, d'avoir voulu diffuser de la propagande visant à saper le système socialiste ». Ses membres, selon l'affiche officielle annonçant la condamnation, étaient « poussés par un profond mécontentement à l'égard du comité central du PCC dirigé par Hua Kuo-feng ». Un autre groupe se voit reproché de s'être procuré des armes et d'avoir forcé des gens à lui fournir des vivres sous la menace. Déjà, en 1977, neuf militants avaient été exécutés dans cette ville pour des motifs semblables.

Ces exécutions prennent toute leur signification lorsque l'on sait qu'Hangchow, pendant toute la période 1974-1976 au moins, a été le théâtre de troubles, d'affrontements armés entre organisations rivales et surtout de longues grèves qui ont paralysé la ville entière. Après la chute des « quatre », la direction avait tenté de faire porter la responsabilité de ces troubles sur le « groupe de Shanghai ». Pourtant c'est Wang Hung-wen lui-même qui, à l'époque, avait été envoyé pour faire reprendre le travail aux ouvriers. A la suite de leur refus, Teng Hsiao-ping avait envoyé l'armée pour rétablir l'ordre.

On pourrait multiplier les exemples : He Chun-shu, 45 ans, exécuté à la mi-février à Canton pour avoir rédigé et imprimé une brochure « contre-révolutionnaire » diffusée localement et envoyée à l'étranger; ou, récemment, Hsu Kwei-chang, exécuté à la fin janvier à Kunming, dans le Yunnan pour « viol, propagation de rumeurs nuisibles au président Hua Kuo-feng et vols »... Ces exécutions et la publicité qui leur est faite constituent un avertissement très clair pour les éléments avancés de la classe ouvrière : la nouvelle direction ne tolérera aucune initiative des travailleurs allant à l'encontre de ses intérêts, pas plus que l'existence de groupes antibureaucratiques contestant son monopole politique.

Le troisième volet de cette campagne est celui qui prend pour cible la « bande des quatre ». Constituant

la première partie du rapport de Hua Kuo-feng devant l'Assemblée populaire, elle est définie comme « la tâche d'importance primordiale à l'heure actuelle comme pour la période à venir ». La relance de cette troisième campagne contre les « quatre » prouve l'implantation de leurs partisans dans l'appareil et la méfiance maintenue d'une fraction des cadres moyens ou inférieurs envers la nouvelle direction; méfiance sans doute accrue par la réhabilitation de Teng, critiqué vivement par Mao et le dénigrement de la révolution culturelle, à la mode aujourd'hui dans la presse du parti. Par delà l'épuration importante (40% des membres du Comité central et les deux-tiers de ceux des comités révolutionnaires provinciaux ont perdu leur poste), cette campagne vise à faire avaliser par l'appareil et les masses la nouvelle orientation de la direction, sur le plan politique, économique et même théorique. Il s'agit également de faire accepter la dissociation entre Mao Tsé-toung et les « quatre » chargés de toutes les tares de l'oppression bureaucratique.



Enfin, le rétablissement de « l'ordre » passe par l'élimination des conquêtes ouvrières lors de la révolution culturelle. Les ouvriers doivent travailler pour réaliser le nouveau « bond en avant ». Finies, ou limitées au maximum les discussions politiques pendant le temps de travail dans les usines. Liquidation de ce qui pouvait rester le droit de regard des travailleurs sur la marche de leur entreprise. Suppression des comités révolutionnaires d'entreprise, remplacés par un directeur unique, campagnes idéologiques contre la révolution culturelle, etc...

Parallèlement au retour de plusieurs dizaines de milliers de cadres épurés pendant ou après la révolution culturelle, sortant des camps de rééducation où entrent les partisans des « quatre », la nouvelle direction remet en place les canaux « classiques » d'encadrement des masses, supprimés au cours de la révolution culturelle. Et l'on voit ainsi réapparaître syndicats, Ligue de la jeunesse communiste, organisation des femmes, etc... sans parler de la réactivation de la Conférence consultative du peuple chinois. Ce fantôme, disparu depuis une quinzaine d'années, est censé représenter le « front uni » avec les partis de la « bourgeoisie nationale ». Préparément en 1949, il ne représente absolument aucune réalité aujourd'hui, mais semble devoir symboliser « l'union nationale », à destination particulièrement des intellectuels, artistes et minorités nationales. Teng Hsiao-ping en a été nommé président... autre symbole.

#### LIBERALISATION ET DEVELOPPEMENT DE « L'ENTHOUSIASME POUR LE TRAVAIL »

Il est clair que les seules mesures répressives sont notoirement insuffisantes pour « remettre la Chine au travail » et permettre la stabilisation de la couche bureaucratique. La nouvelle direction chinoise doit obtenir un certain soutien des masses chinoises, ou au moins leur neutralité, pour atteindre ses objectifs. De même, après plus d'un an de dénonciation de la « dictature de la bande des quatre », boucs émissaires de l'oppression bureaucratique, elle est obligée de répondre à sa façon aux aspirations de changement des masses.

Développer « l'enthousiasme pour le travail », directive lancée par le journal *Clarté*, alors que s'était développée ces dernières années une nette tendance au ralentissement du travail et une poussée de l'absentéisme; cela au moment même où sont supprimées les dernières conquêtes de la révolution culturelle ne peut être réalisable que par la promesse d'une augmentation du niveau de vie. En effet, au moment même où est peint dans les ateliers le fameux slogan de Teng Hsiao-ping: « établir et perfectionner les règlements rationnels, renforcer la discipline et l'organisation », 60% des ouvriers et employés chinois ont bé-

tiq ue de la production sans parler d'un niveau de développement des forces productives permettant une rémunération conséquente des travailleurs. De même le développement à outrance du système de primes, sans parler du salaire aux pièces, ne peut être qu'un élément supplémentaire de division de la classe ouvrière. Il est encore trop tôt pour déterminer l'ampleur de cette restauration des primes. On peut néanmoins souligner que dans certaines industries, les primes sont d'ores et déjà appelées à constituer entre le quart et la moitié de la rémunération globale des travailleurs. Et, tenant compte de l'idéologie « produc-



Pékin 6 mars 1978. Un million de personnes pour « soutenir » Hua Kuo-feng

néficié de leur première augmentation de salaire depuis 15 ans. Cette avance sur les résultats du nouveau « bond en avant » a sans doute été appréciée par les travailleurs. De même, alors que les pointeuses font dans certaines usines leur réapparition et que des retraits de salaires sont opérés pour retard et absentéisme, les primes à la production sont réintroduites massivement. *Clarté*, le journal de Pékin, expliquait récemment qu'il fallait « habituer l'opinion révolutionnaire à la réhabilitation des primes selon le travail fourni ». Cette question, en discussion depuis la révolution culturelle, n'est pas une question de principe. L'absence de prime est possible dans l'hypothèse d'un haut niveau de conscience de classe et d'organisation réellement démocra-

tiviste » à tout prix qui anime l'actuelle direction chinoise, en particulier la fraction représentée par Teng Hsiao-pin, l'on peut émettre des craintes sur l'importance que prendra la prime, même si la mise en place d'un stakhanovisme à la chinoise semble pour l'instant exclue.

Corollaire du « bâton » de la répression, la « carotte » de la prime, si elle permet une augmentation de la productivité, risque de développer les inégalités sociales. Lorsqu'on sait que l'échelle des salaires en Chine, sans parler des divers avantages dont disposent les cadres, est déjà de un à quinze...

Mais la « libéralisation » touche bien d'autres secteurs de la vie sociale, ceux qui ont été les plus re-

marqués par la presse occidentale. Sur le plan culturel d'abord, où la direction a remis à l'ordre du jour, en le contrôlant étroitement, le mot d'ordre que « *cent fleurs s'épanouissent* ». Les Chinois peuvent enfin revoir les films d'avant la révolution culturelle, mis à l'index du temps de la « bande des quatre » ; ils peuvent enfin voir d'autres opéras (manifestation culturelle traditionnelle chinoise) que les soupes « révolutionnaires » de Chiang Ching. Les auteurs étrangers mis à l'index, comme de nombreux auteurs chinois, sont à nouveau publiés. Il est mis fin à la xénophobie sur le plan culturel, à l'honneur il y a encore deux ans. Les artistes sont appelés à créer de nouveau. Certes, l'art doit être « *placé au service des ouvriers, paysans, soldats* », affirmait Hua Kuo-feng dans son rapport à l'Assemblée populaire, « *réfléter les glorieux exploits du président Mao, de Chou En-lai, etc...* ». Mais la nouvelle direction met l'accent sur la qualité, la diversité, explique qu'il ne faut pas « *interdire aux gens d'entrer en contact avec ce qui est erroné, laid ou ce qui nous est hostile* ». S'il est clair que les critères staliniens en matière d'art sont maintenus, les mesures prises permettront sans doute d'élever considérablement le niveau des productions culturelles, ce qui n'est pas très difficile en regard de la nullité et du désert qui régnait en ce domaine depuis la révolution culturelle.

Enfin, et c'est une petite révolution, il semble que les Chinois pourront acheter à leur guise les billets, pour voir les œuvres de leur choix, qui avant étaient distribués par le comité révolutionnaire de l'usine ou du quartier.

Il semble par ailleurs que l'encadrement bureaucratique des populations des villes, au niveau du comportement, du mode de vie, etc..., se relâche quelque peu. S'habiller de manière originale, avoir les cheveux plus longs de quelques centimètres, ou, pour les couples, se tenir la main dans les parcs de Pékin, n'est plus considéré a priori comme un signe d'associabilité, de « déviance » ou de pré-délinquance. Nul doute que pour la jeunesse en particulier, ce desserrement de l'étau bureaucratique en ce domaine soit apprécié.

Mais la « libéralisation » touche en premier lieu les couches sociales que veut se concilier le régime : intellectuels, chercheurs, enseignants et cadres de l'appareil. La direction chinoise accorde une attention particulière à la réhabilitation des intellectuels, victimes des humiliations du « groupe de Shanghai ». Hua Kuo-feng défend passionnément le droit à la critique, à « *des discussions très animées sur les problèmes théoriques* », aux controverses. Teng Hsiao-ping tranche la contradiction entre « *rouge et expert* » en expliquant que si les chercheurs et autres techniciens consacrent tout leur temps à leur activité professionnelle en répondant au besoin de la science et de la production, c'est un « *vibrant témoignage de leur affection à la cause du socialisme* » et une manifestation qu'ils sont à la fois « *rouges et experts* ». De même les équipes de contrôle politique et idéologique du travail de ces « experts » sont supprimées. La direction insiste sur le « respect de la discipline » que doivent les étudiants à leur professeur. Ces campagnes s'accompagnent probablement de rétributions susceptibles de développer également parmi eux « *l'enthousiasme pour le travail* ».

Quant aux cadres de l'appareil, du parti ou de l'Etat, mis à part ceux liés à la « bande des quatre », la direction leur offre avant tout la sécurité. Ils n'ont plus à craindre les accusations de la base ou les campagnes lancées contre la « *nouvelle bourgeoisie* ». Et cette répression supprimée, ils peuvent augmenter leurs privilèges, mais ne sont plus forcés de les dissimuler plus ou moins comme auparavant. A Pékin, l'on peut voir les cadres rouler avec leur famille dans leurs voitures de fonction, acheter les produits, non rationnés pour eux, dans des boutiques qui leur sont réservées, envoyer leurs enfants dans des écoles spéciales, etc...

Par sa politique « d'unité nationale » et de « libéralisation », la nouvelle direction cherche à créer un consensus autour de ses objectifs. Elle tente également d'apparaître comme stabilisée et unie pour développer, sinon la confiance, du moins la soumission. Mais, plus que jamais depuis la réhabilitation de Teng Hsiao-ping, les divergences et les af-

frontements en son sein sont flagrants. Contrairement à la période qui suivit la révolution culturelle, la bureaucratie n'est pas divisée sur des problèmes fondamentaux. Un large accord existe, tant autour du programme de développement économique, dont Teng Hsiao-ping s'était fait l'infatigable défenseur, qu'autour de la perspective de stabilisation de la couche bureaucratique. Les affrontements actuels ne peuvent pourtant pas être réduits à une lutte pour le pouvoir entre Teng Hsiao-ping et Hua Kuo-feng, même si cet aspect intervient sans aucun doute ; ils concernent la mise en œuvre des objectifs définis et surtout l'ampleur de la « démaoïsation ».

## ENCORE ET TOUJOURS, TIEN AN MEN

Depuis la « chute des quatre », deux questions délicates n'ont cessé de se poser à la direction chinoise. La première concernait la réhabilitation officielle de Teng Hsiao-ping, à quels postes et dans quels délais. La seconde, qui lui est étroitement liée, était celle de la révision du « verdict » des incidents de la place Tien An Men en avril 1976 ; incidents qui avaient conduit au limogeage de Teng Hsiao-ping.

C'est précisément sur l'immense place de Pékin qu'en janvier 1977 et en avril dernier furent une nouvelle fois posées ces questions. Elles ont aujourd'hui toutes deux reçu une réponse officielle. En juillet 1977, Teng Hsiao-ping était officiellement réhabilité et retrouvait toutes ses fonctions antérieures, notamment celles de membre du Bureau politique, vice-Premier ministre, chef d'état major de l'Armée populaire de libération et vice-président du PCC (lors du XIe congrès).

Le 7 avril dernier, la veuve de Chou En-lai présentait une « nouvelle interprétation » des incidents de la place Tien An Men. Ceux-ci étaient une grande manifestation de « *passion des masses pour Chou En-lai* », des « *enquêtes répétées* » avaient prouvé que Teng n'y était pas lié ; mais, bien sûr, « *dans de telles manifestations, on ne peut empêcher les manifestations de contre-révolutionnaires* ». Le « verdict » semble donc révisé, du moins à

moitié. Car il reste à savoir si les enfants tués, blessés ou emprisonnés sont considérés comme des « contre-révolutionnaires »...

L'affaire de Tien An Men est une véritable épine dans le pied de la direction chinoise, et sans doute particulièrement dans celui de Hua Kuo-feng.

On se souvient en effet que les émeutes d'avril 1976, dirigées contre le « groupe de Shanghai » et violemment réprimées, avaient été condamnées à l'époque comme « contre-révolutionnaires » par un « comité central unanime ». Teng Hsiao-ping était limogé et Hua Kuo-feng nommé Premier ministre en remplacement de Chou En-lai. Cette « unanimité » implique évidemment tous les dirigeants (à l'exclusion, bien sûr, de Teng Hsiao-ping) y compris Hua Kuo-feng, apparemment le principal bénéficiaire de l'affaire; Wu Teh, maire de Pékin et Chen Hsi-lien, général commandant la région militaire, plus particulièrement responsable de la répression. Enfin elle implique, du moins théoriquement, la responsabilité de Mao Tsé-toung lui-même. On le voit, l'affaire est délicate, d'autant plus que Wu Teh et Chen Hsi-lien apparaissent actuellement comme les moins chauds partisans de Teng au sein du Bureau politique. S'ils étaient limogés, de même que les autres dirigeants ayant pris part aux attaques contre Teng Hsiao-ping, Hua Kuo-feng se trouverait tragiquement isolé au sein de la nouvelle direction chinoise et aurait quelque peine à maintenir une orientation un tant soi peu indépendante.

Pourtant, jusqu'à présent du moins, malgré les attaques répétées à leur encontre par voix de dazibao, malgré l'autocritique qu'a dû faire le maire de Pékin et les accusations selon lesquelles il aurait fait des « pressions » lors des élections de délégués à l'Assemblée populaire, les deux membres du Bureau politique ont conservé leurs fonctions au sein du parti et de l'Etat comme l'ont montré les nominations de l'Assemblée populaire. Mieux encore, la position de Hua Kuo-feng semble stabilisée : d'une part, aucun nouveau partisan de Teng n'a été nommé à un poste-clé à la suite de cette réunion; d'autre part, Hua

Kuo-feng, autour duquel commence à se développer un « mini-culte de la personnalité », conserve le cumul de ses postes de président du PCC et de Premier ministre. Il a par ailleurs évité le rétablissement du poste de Président de la République, qui, selon des rumeurs persistantes à Pékin, aurait pu revenir à Teng Hsiao-ping.

Il serait néanmoins prématuré d'en conclure que Hua Kuo-feng a réussi à stabiliser sa position « bonapartiste » (« centriste ») dans l'appareil. D'abord parce que les attaques contre ses partisans les plus proches se poursuivent et que chaque recul ne peut qu'en entraîner un autre. Ensuite parce que ce cadre « obscur » du parti, avant d'être tiré de l'ombre par Mao Tsé-toung qui évitait ainsi de trancher entre les « quatre » et les partisans de Teng, ne bénéficie pas, dans l'appareil et dans les masses, du prestige de nombre de ses pairs au Bureau politique. Sa seule légitimité provient de sa nomination par le « grand timonier » (« avec toi aux affaires, je suis tranquille ») dont la politique est aujourd'hui remise en cause dans les faits.

On comprend que, contraint d'appliquer un programme élaboré par Chou En-lai et affiné par Teng Hsiao-ping auquel il ne peut présenter d'alternative, Hua Kuo-feng cherche à limiter au maximum les effets politiques de la « démaoïsation ». Par delà la course aux postes du pouvoir dans l'appareil, qui a suivi la réhabilitation de Teng, le président du PCC tente visiblement de maintenir un certain nombre « d'acquis » ou de références au maoïsme face au productivisme à outrance de son vice-Premier ministre et d'une bonne partie des cadres, de l'économie et de l'armée principalement.

Dans ce sens, les références à Mao, la réaffirmation de la « lutte de classe comme axe », même si c'est pour « assurer l'ordre », comme l'appel à « développer les conquêtes de la Grande révolution culturelle prolétarienne » (liquidées dans les faits) peuvent être l'expression des affrontements au sein de la direction.

Hua Kuo-feng, qui ne jouit pas de la popularité de Teng Hsiao-ping, considéré souvent par les Chinois comme leur « vrai » dirigeant, peut tenter de s'appuyer sur toute une fraction des cadres de l'appareil inquiète de l'ampleur de la « révision » politique en cours. Cadres qui par ailleurs voient leur rôle relativisé au profit des cadres liés à la production, la planification, la recherche, etc... L'actuelle direction a plus besoin de cadres « experts » que « rouges ».

Quelles que soient les péripéties et l'issue des incessantes manœuvres et luttes au sein des sommets de la bureaucratie, l'affirmation du pouvoir de Hua Kuo-feng nécessitera de nouvelles ruptures ou un accord d'une autre portée que les compromis passés jusqu'à présent au sein de la direction.

Mais, pour l'ensemble de la direction, il s'agit maintenant de réaliser le programme fixé et de répondre aux espoirs qu'a suscités au sein des masses le renversement du « groupe de Shanghai ». La question est de savoir si cela est possible. Dans le cas contraire, une nouvelle désillusion des masses chinoises pourrait provoquer des conséquences déplaisantes pour la direction. D'autant plus que se sont multipliées ces derniers temps des interventions antibureaucratiques.

## UN REPIT POUR LA BUREAUCRATIE CHINOISE

Nul doute que pour la grande masse de la population, la chute des « quatre » et le changement de direction du PCC susciterent et suscitent encore l'espoir d'une vie meilleure. La nouvelle direction chinoise s'est appuyée sur la lassitude et la démobilisation provoquées par les huit années de luttes antibureaucratiques au sommet dans lesquelles, sauf exceptions locales, les masses ne purent intervenir de manière autonome. C'est ce qui explique que la classe ouvrière chinoise, qui a connu sans doute la mobilisation antibureaucratique la plus profonde et la plus prolongée au cours de la révolution culturelle, ait assisté en spectatrice à la lutte pour le pouvoir qui succéda à la mort de Mao. C'est ce qui explique également,

avec une certaine détérioration du niveau de vie, sensible ces dernières années, qu'elle ait de nouveau placé ses espoirs dans une fraction de la bureaucratie chinoise. La propagande de l'équipe dirigeante, rejetant sur les « quatre » toutes les tares du système bureaucratique, a renforcé le courant.

concerne l'augmentation du niveau de vie et donc la réalisation du plan économique; le second, l'exigence de la démocratisation, sinon de démocratie politique qui apparaît de plus en plus au sein de l'opposition chinoise.

A cet égard, on peut se demander dans quelle mesure la direction chinoise aura la possibilité d'accorder

modernisation de l'armée chinoise, réclamée depuis longtemps par l'état-major et acceptée par la nouvelle direction, l'on voit mal comment à court ou moyen terme les masses chinoises pourraient profiter du « nouveau bond en avant ». Surtout si celui-ci doit se prolonger jusqu'à l'an 2000.

Par ailleurs les augmentations de salaires consenties, qui ne touchent que la population urbaine, risquent d'être touchées par un fléau jusqu'alors inconnu en Chine : l'inflation.

En effet, si l'on considère le rationnement renforcé qui touche les populations urbaines depuis quelques années, il ne semble pas que les produits de consommation équivalents à l'augmentation de la masse salariale puissent être facilement mis sur le marché, même si des efforts en vue d'améliorer le ravitaillement ont été réalisés.

Enfin l'augmentation de la productivité du travail risque également d'accroître le très fort sous-emploi, ainsi que le chômage déguisé massif existant en Chine.

Mais, à ces risques pour les masses chinoises de ne pouvoir profiter avant longtemps de l'effort productif qui leur est demandé, s'ajoutera certainement celui de voir les différenciations sociales s'accroître fortement au sein de la société chinoise.

Dans les campagnes d'abord avec probablement une place plus importante prise par les « lopins privés » des paysans qui, selon le discours de Cheng Yung-kuei à la conférence sur l'agriculture de décembre 1976 « fournissent un quart des productions agricoles reçues par le Département du commerce ». Sur une superficie infime, selon l'ancien paysan de la brigade modèle de Tachai, il faut « permettre et encourager les occupations familiales, à condition de donner la priorité à l'économie collective ».

Compte tenu de l'augmentation du déficit céréalière, dû à de nombreuses catastrophes naturelles, et au fait que de plus en plus, la production est mise « au poste de commande », l'on peut penser qu'une extension de l'agriculture « privée » est très probable, ce qu'avait essayé de limiter le « groupe de Shanghai ».



Chiang Ching, veuve de Mao, membre du « gang des quatre »

Mais cette relative passivité momentanée ne peut être assimilée à une mobilisation, une dépolitisation en profondeur, comparable par exemple à celle qui peut exister en URSS. Le capital de confiance dont bénéficie la bureaucratie peut n'être qu'un répit dont la durée dépendra de sa capacité à répondre aux aspirations des masses. Et cela sur deux points essentiels : le plus important

la contrepartie qu'elle fait miroiter aux travailleurs en échange du nouvel « effort » qui leur est demandé : l'amélioration du niveau de vie. En effet, si l'on tient compte de l'état actuel de l'économie chinoise, des importants investissements en cours de planification, de la nécessité d'importer de l'étranger la technologie nécessaire, sinon des usines « clés en main », des impératifs de



Ceci ne pourrait que renforcer les différenciations sociales dans les campagnes et, à terme, mettre en danger « l'alliance ouvriers-paysans » établie en Chine, ce qui ne manquerait pas d'avoir des conséquences graves pour un pays où plus des trois quarts de la population travaillent la terre...

Mais les différenciations sociales frapperont certainement autant les villes. Renforcements des rétributions et des privilèges des cadres du Parti et de l'Etat, comme de ceux des techniciens, chercheurs, ingénieurs, intellectuels, etc., risquent

d'être mal perçus par les travailleurs, même si la direction chinoise a lancé une grande campagne de réhabilitation en faveur de ces couches sociales.

Au sein même de la classe ouvrière, l'ouverture probable de l'éventail des salaires (une réforme est à l'étude en ce moment) comme la multiplication des primes, peuvent contribuer à diviser les travailleurs.

### LA QUESTION DES PRIVILEGES

La question des privilèges est, en Chine plus encore que dans d'autres Etats ouvriers, explosive. L'omniprésence de ce thème parmi les gardes rouges lors de la révolution culturelle, sa persistance dans les manifestations antibureaucratiques (Li Yi-she) comme les campagnes lancées par le « groupe de Shanghai » afin d'obtenir un appui au sein de la classe ouvrière contre les privilèges et les bureaucrates affublés de la caractérisation, aujourd'hui tombée en désuétude, de « nouvelle bourgeoisie », le montrent. Ces thèmes ont été de nouveau exploités par la direction Hua Kuo-feng contre le « groupe de Shanghai » afin de le présenter comme un groupe de « super-privilégiés ».

Ce thème peut être combiné avec celui de la « démocratie » et de la « légalité socialiste » qui semble être l'axe principal des groupes ou individus de l'opposition antibureaucratique ces dernières années. Du dazibao de Li Yi-she à l'affiche apposée le 7 avril dernier à Pékin proclamant que « le peuple n'est pas maître de la Chine » et expliquant que les choses ne vont pas mieux depuis la chute des « quatre », cette exigence n'a cessé d'être mise en avant, s'insérant souvent dans les campagnes pour le retour de Teng. En janvier 1977, des affiches signées « des groupes d'ouvriers » demandaient que « le peuple puisse choisir ses propres dirigeants » et réclamaient l'extension des « droits démocratiques » et de certaines

« libertés » pour la population. D'autres affiches apposées en avril 1978 insistaient sur la nécessité « d'empêcher la réapparition d'un KGB outrepassant la loi et les intérêts du prolétariat ». L'on pourrait ainsi citer de multiples exemples. C'est sans aucun doute à cette pression comme aux conséquences de la campagne contre la « dictature des quatre », que l'on doit la révision dans un sens plus « démocratique » de la Constitution chinoise adoptée à la Ve Assemblée populaire. On y a vu le maréchal Yeh Chien-ying appeler à combattre « tout acte qui porte atteinte à la vie démocratique et aux droits des citoyens ». Mais il n'est bien entendu pas question pour la nouvelle direction de faire un pas quelconque vers une véritable démocratie ouvrière; c'est le sens de son appel au « renforcement de l'appareil d'Etat », du « centralisme » et l'appel à « combattre l'anarchie, le factionalisme bourgeois et tout acte qui compromet la discipline et l'unité », c'est-à-dire toute opposition au pouvoir en place...

Dans cette mesure, les miettes formelles de « démocratisation », comme un effort pour légaliser l'arbitraire bureaucratique, ne peuvent en aucun cas satisfaire les aspirations de l'opposition et d'une fraction importante des masses.

Son existence, comme sa capacité à offrir une alternative à toutes les fractions bureaucratiques, peut jouer un rôle déterminant dans les années à venir lorsque se dissiperont les illusions dont peut bénéficier la direction chinoise. Par sa lutte contre l'arbitraire et les privilèges bureaucratiques, pour une réelle démocratie ouvrière et la défense du niveau de vie des travailleurs chinois, elle peut élargir l'écho dont elle dispose et contribuer à rendre difficile la stabilisation bureaucratique que souhaite la direction. D'autant plus qu'elle peut trouver l'appui d'une classe ouvrière qui, contrairement à celle de l'URSS, n'a jamais connu de répression frontale et d'atomisation. Plus que jamais, dans les années à venir, la solidarité internationale avec les oppositions antibureaucratiques en Chine doit être une de nos tâches essentielles.



## Argentine

# Deux ans après le coup d'Etat

*Le coup d'Etat en Argentine a été l'installation facile  
d'une junte militaire face au vide du pouvoir laissé par la crise  
et la désagrégation du bonapartisme péroniste.*

Antonio HEREDIA

Si deux années ne sont qu'un épisode dans l'histoire des luttes sociales d'un peuple, c'est un temps plus que suffisant pour que les révolutionnaires tirent un bilan lucide. Pourtant, ce n'est pas le cas. Nous sommes au soir du deuxième anniversaire de l'instauration de la dictature militaire la plus barbare qu'ait connue l'histoire de l'Argentine, et certains continuent à répandre des illusions sur un retour possible à un fonctionnement normal des institutions bourgeoises (Parlement, justice, élections, etc.) et certains tissent des illusions sur l'imminence du renversement de ces dictatures par une contre-offensive ouvrière; d'autres encore encouragent des illusions sur la capacité des structures existant avant le coup d'Etat (partis, syndicats) pour organiser et diriger cette contre-offensive. Nous pensons que de telles « prévisions » constituent une grave erreur d'analyse et une appréciation insuffisante de la dimension des phénomènes sociaux qui se produisent dans le cône sud de l'Amérique latine.

Pour caractériser la situation qui règne en Argentine, deux ans après l'instauration de la dictature militaire, il faut préciser les causes qui l'ont engendrée et voir comment une telle dictature a pu s'imposer.

### AFFIRMATION DU PROCESSUS CONTRE-REVOLUTIONNAIRE

A notre avis, l'instauration de la dictature militaire, le 24 mars 1976, consacre l'affirmation d'un proces-

sus contre-révolutionnaire généralisé dans cette région du monde, ouvert à partir du triomphe de la contre-révolution au Chili le 11 septembre 1973, du renversement, à la même époque, du gouvernement de Campora en Argentine, de la défaite de la grève générale et de l'anéantissement des organisations populaires et révolutionnaires en Uruguay (juin 1973); tout cela avait été précédé par le renversement du gouvernement de Torres et la dissolution de l'Assemblée ouvrière et populaire en Bolivie (août 1971). Ce processus contre-révolutionnaire se confirme dans le coup d'Etat militaire de 1976 en Argentine.

Il faut caractériser les conditions objectives dans lesquelles un tel coup d'Etat s'est déroulé. Certains soutiennent que celui-ci s'est imposé comme l'unique issue, la dernière arme du régime pour se défendre et se maintenir face à une irrésistible poussée des masses, c'est-à-dire pour empêcher le passage d'une situation pré-révolutionnaire à une situation révolutionnaire. Nous pensons qu'il n'en était pas ainsi. Le coup d'Etat militaire en Argentine a été l'installation facile d'une junte militaire face au vide du pouvoir laissé par la crise et la désagrégation du bonapartisme péroniste. Crise et désagrégation du mouvement de masse péroniste, provoquées non par le surgissement au sein de ce mouvement d'une tendance « lutte de classe », révolutionnaire, qui mette en question la stabilité du pouvoir, mais par l'épuisement des

bases matérielles qui provoquent le phénomène péroniste; provoquées aussi par l'absence d'une solution de rechange à caractère de masse, organisée nationalement, capable de centraliser et d'offrir un débouché progressiste au mouvement de masse péroniste.

Alors qu'au Chili la junte militaire de Pinochet devait affronter et massacrer une avant-garde en plein essor qui commençait à développer des organismes embryonnaires de dualité de pouvoir qui minaient la structure et la stabilité de l'Etat bourgeois, en Argentine le coup d'Etat contre-révolutionnaire s'est appuyé sur le pourrissement d'une situation pré-révolutionnaire sans débouché révolutionnaire. Telles sont les grandes lignes selon lesquelles s'est déroulé le processus.

### LE DEPERISSEMENT DU PERONISME

Le processus d'autonomisation du mouvement ouvrier s'est aiguisé sans aucun doute avec le commencement de la fin du bonapartisme péroniste qui fut consacré par le limogeage de Campora en 1973 et la coalition entre la bourgeoisie et l'impérialisme contre ce mouvement autonome des masses, par le retour de Peron au pays et son troisième gouvernement. Tout cela fut mis en évidence par la perte d'autorité et de contrôle de la bureaucratie sur d'importants secteurs du mouvement ouvrier, particulièrement dans

des secteurs du Nord (sucriers), à Cordoba, mais aussi dans l'industrie sidérurgique et des secteurs importants des industries mécanique et automobile de la banlieue de Buenos Aires, et par le surgissement d'organismes embryonnaires d'auto-organisation ouvrière, comme les *coordinadoras* (comités de coordination). Perdant toute autorité sur l'avant-garde ouvrière, la bureaucratie syndicale et le gouvernement ne pouvaient plus en appeler à un programme de libération nationale; ils en appelèrent donc au terrorisme de bandes armées, de tueurs de la bureaucratie, fonctionnant de façon coordonnée avec les services de renseignements de la police et des forces armées. Le terrorisme contre-révolutionnaire de la junte militaire s'est développé avec l'aide des grands bureaucrates syndicaux, comme Lorenzo Miguel, Smith et autres, pendant le troisième gouvernement de Peron. Et, comme toujours dans l'histoire, ces bureaucrates, qui défendent leurs intérêts en décourageant et en désarmant l'action indépendante des masses, creusent leur propre tombe. Quand le mouvement ouvrier fut désarmé, la junte militaire les emprisonna. Les ministres sans portefeuille de la social-démocratie, comme les ministres sans portefeuille de la bureaucratie péroniste obtinrent leur récompense. Mais le prix, ce sont les masses qui le paient.

Ce processus contradictoire de formation de tendances de classe au sein du mouvement de masse péroniste n'a pas cessé ni ne cessera de s'exprimer. Quand nous parlons de l'épuisement du mouvement de masse péroniste, nous nous référons à la liquidation des bases matérielles qui rendirent possible l'existence d'un mouvement de masse de dimension historique avec une structure, un fonctionnement et une idéologie, bourgeois. Nous ne nous référons pas à l'épuisement de l'expérience politique et organisationnelle des travailleurs et travailleuses. Mais nous voulons souligner l'impossibilité de participer à un tel mouvement, sans le liquider, en le dépassant, en le transformant en un mouvement de classe indépendant et révolutionnaire. Mais ce phénomène ne s'est pas produit pour des raisons objectives et subjectives. Nous ne pouvons ignorer le rôle qu'a joué et

joue encore, dans ce processus de pourrissement du péronisme, la politique de la bureaucratie des Etats ouvriers, le Parti communiste argentin et surtout le blocage et le thermidor de la révolution cubaine, ainsi que l'expérience accrue de l'impérialisme mondial face à de tels phénomènes.

En d'autres termes, la crise de la direction consciente du mouvement ouvrier a fait sentir sa dramatique réalité dans l'épuisement du mouvement de masse péroniste.

Pour cette raison, nous disons que le renforcement du processus contre-révolutionnaire en Argentine, avec le coup d'Etat militaire du 24 mars 1976, n'est pas le résultat d'une contre-révolution face à des mouvements révolutionnaires, mais l'épuisement d'un processus pré-révolutionnaire sans issue révolutionnaire. Voilà la différence avec le Chili.

Il faut préciser que la crise du péronisme n'est pas un phénomène extraordinaire, qui ne s'expliquerait que par les spécificités de l'Argentine. Cette crise est le résultat de la restructuration des classes dominantes et des nouvelles formes de pénétration impérialiste depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Les nouvelles formes de pénétration impérialiste, la restructuration des classes dominantes, l'association de la classique « bourgeoisie indigène » comme de la classique « oligarchie terrienne, d'agriculture ou d'élevage » avec les multinationales, ont transformé les rôles et les fonctions et provoqué de graves crises dans les partis bourgeois traditionnels. Ceux-ci, de concert avec la *camarilla* péroniste, cédèrent généreusement leur poste dans la gestion de l'Etat en crise à la junte militaire, qu'ils ont hissée sur leurs épaules, tout en sauvant leur virginité dans les « excès » contre les droits démocratiques.

#### CARACTERE DE LA DEFAITE DU MOUVEMENT DE MASSE

Le mouvement ouvrier organisé a subi la défaite la plus profonde de toute son histoire en Argentine. Quand nous énonçons une telle af-

firmation, cela ne signifie pas que nous parlons d'une défaite historique. Personne ne peut affirmer si une telle défaite peut ou non se produire, mais dans ce cas, ce ne serait pas sur la scène argentine mais à une échelle mondiale et rien ne nous autorise, bien au contraire, à formuler un tel pronostic; quoique nous ne cessions de soutenir que l'alternative « socialisme ou barbarie » reste ouverte. Nous disons que c'est la défaite la plus importante, étant donné la dimension du mouvement de masse qui n'a pas abouti à sa synthèse dialectique et qui ne l'a pas fait, non pas à cause de la force de la répression, mais à cause de sa faiblesse intrinsèque.

Il y a eu en Argentine, depuis le coup d'Etat, plus de 20000 morts, plus de 7000 prisonniers reconnus par le gouvernement, plus de 22000 disparus ou séquestrés et plus de 300000 exilés. Nous pouvons dire que toute une génération révolutionnaire a été démantelée. Les chiffres sont éloquentes. Il faut tenir compte de ce que l'avant-garde politiquement organisée en Argentine n'était pas supérieure à la somme des prisonniers, des morts, des séquestrés et des exilés. Mais ce ne sont ni les morts, ni les prisonniers, ni les séquestrés, ni les exilés qui déterminent la dimension de la défaite. La victoire coûte peut-être beaucoup plus cher. Et elle a coûté beaucoup plus cher au peuple vietnamien ou à la révolution algérienne. Ce n'est pas non plus la simple perte de conquêtes, que ce soit le contrôle militaire des organisations syndicales, la dissolution et la proscription de toute organisation politique, la mise en tutelle des conquêtes démocratiques les plus élémentaires ni l'instauration du droit de vie ou de mort sur tout habitant, octroyé à des organismes tout-puissants, spécialisés et clandestins. Dans une guerre civile, on ne réclame ni ne respecte les garanties démocratiques. Mais en Argentine, cela existe sans guerre civile. C'est là le drame. La dimension de la défaite se mesure à l'absence d'une perspective de centralisation et d'organisation nationale des masses, à l'absence d'une perspective politique crédible, à l'absence d'une avant-garde ayant confiance en elle-même et autorité sur la classe ouvrière et à l'absence d'autorité de la classe sur l'ensem-

ble de la population exploitée. Le vide politique laissé par la désagrégation du mouvement de masse péroniste n'a pas été comblé et il n'existe plus dans le pays d'organisation ouvrière capable d'avancer un autre mot d'ordre ou une autre perspective politique que la lutte pour des conquêtes économiques élémentaires.

### CRISE DE LA JUNTE ET CARACTERE DES DERNIERES GREVES

Tout le mouvement ouvrier et révolutionnaire s'est vu encouragé par deux facteurs : l'échec des plans économiques de la junte militaire, des signes non équivoques de conflits et de contradictions en son sein, d'une part, et par le développement d'importants mouvements de grève dans le pays, d'autre part.

D'aucuns soutiennent que la force des travailleurs est intacte, qu'il n'y a toujours pas eu d'épreuve de force décisive et que la résistance ouvrière croît et se généralise. L'Argentine est un pays au développement capitaliste moderne, où 82% de la population active est salariée, avec une industrie nationale stable. La classe ouvrière ne peut pas être éliminée, mais seulement soumise. Les grèves qui se déroulent dans le pays montrent la force d'une classe travailleuse qui recourt à des mesures extrêmes pour survivre, avec un salaire qui n'est plus que la moitié de celui dont elle jouissait en 1960, le plus bas des trente-cinq dernières années, et avec une inflation qui se monte pour l'année en cours à 400%, c'est-à-dire le taux le plus élevé du monde; elle doit aussi faire face à un chômage calculé à 20% de la population active, ce qui est également un des taux les plus élevés du monde.

Nous ne prétendons pas minimiser l'importance de ces grèves. En octobre-novembre 1977, des mouvements ont éclaté dans l'automobile, les banques, les postes et le téléphone, les chemins de fer et le métro de Buenos Aires. Mais nous pensons qu'il faut les resituer dans un contexte concret qui nous permette d'utiliser au maximum les possibilités existantes. Confondre des actions de survie peut-être désespérées d'un secteur surexploité, avec une

étape dans la recomposition du mouvement ouvrier vers une situation pré-révolutionnaire du type de celle qui a trouvé son expression la plus éloquente dans le Cordobazo de 1968, c'est croire déjà fait ce qui nous reste à faire.

travailleurs, ainsi que l'existence de structures de base d'usines du vieux mouvement de masse péroniste qui n'ont pas été détruites, l'existence de cadres dans le mouvement ouvrier qui ont survécu à l'offensive répressive de la junte militaire. Pour



Buenos-Aires. Campagne électorale 1973

En outre, ces grèves, avec toute leur importance, n'ont même pas réussi à rétablir ne serait-ce que le pouvoir d'achat perdu par les salaires; on voit se succéder des actions qui se concluent avec certains avantages matériels, mais liés à des licenciements, parfois massifs, comme dans les chemins de fer, la décapitation d'organisations de base d'usines, des arrestations, des enlèvements, des exécutions.

Le plus important dans ces dernières années est qu'elles montrent le niveau de vie insupportable des

révolutionnaires, cela pose la question du chemin à suivre face à de telles manifestations et des moyens pour les centraliser.

### LES REVES SOCIAUX-DEMOCRATES DE LA BOURGEOISIE

Nous n'ignorons pas qu'un secteur social de la classe dominante, particulièrement celui de la petite ou moyenne industrie liée au marché interne, caresse le rêve d'une alliance avec cette bureaucratie

#### Articles sur l'Argentine précédemment parus «Inprecor» - Nouvelle série -

- «Un an après le coup». I. Rodriguez. No 2. 17.03.1977.
- «Une fragile relance». S.D. No 2. 17.03.1977.
- «Les travailleurs du secteur public contre la dictature». I. Rodriguez. No 3. 31.03.1977.
- «La crise la plus grave». R. Rodriguez. No 19. 22.12.1977.
- «Le spectre du 'cordobazo'». N. Moreno. No 20. 20.01.1978.

pour faire pression en vue d'une redistribution du revenu et des profits, capitalisés aujourd'hui par les grandes entreprises liées au multinationales. Nous ne nions pas que des secteurs impérialistes, luttant pour la conquête du marché latino-américain, caressent l'idée et entretiennent la perspective de fronts démocratiques antifascistes, avec Frei à leur tête au Chili, Lanusse ou un autre en Argentine, le général Seregný ou un autre bourgeois « progressiste » en Uruguay, et de vieux dirigeants du MNR en Bolivie, pour obtenir le contrôle du marché latino-américain, fournisseur de matières premières et de main-d'œuvre très bon marché. La social-démocratie a toujours été très explicite sur ce point. La situation est propice pour essayer de constituer des partis sociaux-démocrates, en tablant sur l'élimination physique et politique de toute une génération de l'avant-garde.

Chercher un front avec de tels secteurs, encourager l'idée d'une alliance au nom de la lutte pour les droits démocratiques des masses sans que celles-ci s'appuient sur une organisation, une politique et un programme propres, c'est contribuer à attacher les masses au service de ces secteurs bourgeois « démocratiques ». Une nouvelle fois, on « oublie » de « frapper ensemble, mais marcher séparément ».

Sur la base de la défaite infligée au mouvement ouvrier, les centristes et les bureaucrates d'hier peuvent être un instrument utile et docile. Pourquoi ne pas encourager en Argentine, par exemple, un parti travailliste dirigé par les bureaucrates qui ont conduit à cette défaite, qui ont exécuté une avant-garde et sont aujourd'hui gardés comme « pions de réserve » dans les prisons confortables de la junte militaire ? Comme marxistes, nous n'ignorons pas qu'un pas en avant de toute la classe est plus important que dix ou cent pas de son avant-garde. Mais comme marxistes, nous savons distinguer les projets d'organisation provenant des masses, des plans de la bourgeoisie basés sur leur défaite et destinés à prolonger son existence. A notre avis, si de tels projets se matérialisaient, nous devrions élaborer en face d'eux une politique et une tactique. Mais nous soute-

nons qu'aujourd'hui ce n'est pas notre politique. « Les mêmes eaux ne passent pas deux fois sous le même pont ». Nous pouvons affirmer qu'il n'est pas probable que se réédite un mouvement de masse du type de celui qu'ont produit les trente dernières années de l'histoire politique du pays. Il n'y a pas de base matérielle pour cela.

La profonde crise économique et sociale de l'Argentine est le résultat de la crise généralisée du monde capitaliste dans un pays dépendant. Rien ne nous autorise à affirmer que le régime capitaliste trouvera les moyens de surmonter sa crise, et encore moins qu'un pays dépendant comme l'Argentine puisse maintenir un taux de profit et de plus-value tout en procédant à la redistribution du revenu. Les salaires, pendant la meilleure période du mouvement de masse péroniste, représentaient 50% du revenu national (52% selon certaines statistiques); aujourd'hui, ils n'en représentent plus que 31% et malgré cela, le régime n'a pas réussi à atténuer sa crise. Dans certaines industries comme le textile, les salaires ne représentent même que 13,7% du coût interne et 10,7% dans les ciments, alors que les coûts financiers dans les mêmes branches atteignent 25% et 30% du coût de production.

Nous n'oublions pas que l'échec des plans économiques de la junte - qui, répétons-le encore une fois, ne sont pas ceux de la junte mais de la bourgeoisie argentine - et la détérioration du rôle d'une armée occupant son propre pays, ont encouragé des tentatives destinées à restructurer une couche bureaucratique qui serve de médiatrice pour la régulation nationale des salaires, en fonction d'un nouvel équilibre du marché interne, et que cette idée est défendue par certaines couches au sein de l'armée elle-même. Mais nous affirmons que de telles restructurations, si elles se produisent, n'auraient pour but que d'enchaîner le prolétariat au chariot impérialiste et d'empêcher toute possibilité d'organisation indépendante des travailleurs.

## LES COMMISSIONS OUVRIERES D'ESPAGNE, COMME EXPERIENCE D'ORGANISATION INDEPENDANTE POUR LES TRAVAILLEURS ARGENTINS

Vu les conditions objectives dans lesquelles doit s'accomplir la tâche de reconstruction du mouvement ouvrier organisé en Argentine, l'expérience des commissions ouvrières espagnoles, constituées dans la longue lutte clandestine contre le régime franquiste, est d'une valeur inestimable. Il ne s'agit pas de transplanter mécaniquement cette expérience, mais d'en assimiler dialectiquement toute la richesse sociale. La recomposition du mouvement ouvrier politiquement organisé en Argentine, dans une perspective d'indépendance de classe, voilà la priorité pour l'avant-garde marxiste révolutionnaire. Avec l'affirmation du processus contre-révolutionnaire, les conditions objectives ont radicalement changé; mais notre politique, celle de l'organisation indépendante, de classe et révolutionnaires travailleurs, n'a pas changé d'un pouce. Prenons un exemple : la guerre nous a confrontés à une application de notre politique de défense inconditionnelle de l'URSS dans de nouvelles conditions, mais elle n'a pas entraîné un changement de notre politique vis-à-vis de la bureaucratie. La dictature militaire nous impose de mener la lutte essentiellement pour les conquêtes démocratiques, mais nous ne changeons pas notre analyse sur le rôle des tendances bourgeoises, ni sur le caractère des institutions démocratiques bourgeoises, ou du parlementarisme bourgeois. La mainmise des militaires sur les syndicats nous impose comme prioritaire la lutte pour leur récupération, mais cela ne change pas notre caractérisation de la bureaucratie syndicale péroniste qui n'en est pas moins traîtresse d'être gardée en réserve dans les prisons militaires, ou de ce que quelques-uns des siens ont payé de leur vie leur propre trahison.

Toutes les modalités tactiques sont théoriquement valables et aucune d'elles ne peut être écartée a priori. Mais il faut comprendre que les mesures tactiques et la politique d'alliances sont conditionnées par l'existence ou l'inexistence d'un mouvement ouvrier politiquement organisé.

## LES TACHES DES REVOLUTIONNAIRES

La IV<sup>e</sup> Internationale fut conçue et fondée pendant une des défaites les plus profondes du mouvement ouvrier. Il est possible de continuer à construire des organisations révolutionnaires en période de défaite, mais comme base pour la construction d'un parti de masse, quand les travailleurs feront massivement irruption sur la scène politique. Car on ne peut pas prétendre construire un parti de masse pendant un processus de défaite, sauf si l'on entend par parti quelque chose d'autre que l'expression consciente et organisée pour le moins d'un secteur de la classe. La social-démocratie européenne, et allemande en particulier, poussé à la formation d'un parti social-démocrate dans certains pays du cône sud, en concevant ces partis comme des partis « pour les ouvriers » et non des partis « des ouvriers ». C'est-à-dire pour placer un obstacle de plus dans la lutte pour l'auto-organisation et l'intervention indépendante de la classe. Face à l'extermination physique d'importants groupes révolutionnaires et à la dispersion d'une jeune et vigoureuse avant-garde, la perspective d'un parti travailliste, dirigé par la bureaucratie syndicale, comptant sur sa collaboration, peut devenir une politique de raffermissement du régime pour maintenir les masses enfermées à un niveau de conscience primaire, ou attachées au réformisme.

Toute tâche de recomposition du mouvement ouvrier et de son avant-garde doit affronter les méthodes modernes et sophistiquées du terrorisme contre-révolutionnaire. Pas seulement celui de la junte militaire d'un pays déterminé, mais de la politique de concentration et de généralisation de la répression des grands centres d'orientation impérialiste. Dans le cône sud de l'Amérique latine, les juntes militaires appliquent des politiques éprouvées en Algérie, au Vietnam, modernisées et corrigées. Il serait incorrect, à cause de leur manque de base sociale, de définir ces juntes militaires comme des régimes fascistes, mais il faut comprendre que leurs méthodes sont extraites de cet arsenal, revu et perfectionné. Le régime nazi avait sa législation, ses tribunaux,

ses bureaux officiels. Ces dictatures militaires ont perfectionné le système.

Face à une telle situation, il est difficile de concevoir une autre forme de lutte que l'organisation clandestine et conspirative; cela explique l'énorme importance de l'expérience des commissions ouvrières espagnoles. La classe ouvrière argentine vit une expérience dramatique, mais riche et profonde. Les formes clandestines de lutte sont intégrées comme expérience quotidienne. Les luttes pour les revendications économiques immédiates et pour mettre en échec les mesures répressives donnent sa forme à l'organisation politique clandestine. Les travailleurs savent utiliser chaque interstice légal qui puisse se faire jour dans l'appareil répressif, mais ils n'ont pas confiance en de si petites lueurs et s'organisent spontanément en structures clandestines ou semi-clandestines. A côté de chaque organisme syndical, de chaque commission interne, de chaque groupe de délégués, de chaque syndicat, là où ceux-ci existent, les nouvelles avant-gardes s'orientent spontanément vers un fonctionnement clandestin.

### « SOCIALISME OU BARBARIE »

Deux années après le coup d'Etat militaire, les illusions ne manquent pas selon lesquelles l'échec des plans économiques de la junte, les contradictions interbourgeoises et interimpérialistes dans le pays ne peuvent que dégager le chemin vers un retour rapide à une vie normale du parlementarisme bourgeois. Sans négliger d'utiliser pour les tâches de recomposition de la classe ouvrière toutes ces contradictions, la lutte sera longue et difficile. Car l'alternative qui nous est posée n'est pas « fascisme ou démocratie », mais « socialisme ou barbarie ». Une telle alternative implique pour l'avant-garde la nécessité d'un solide réseau national d'organisations clandestines, dans la perspective de la lutte pour le pouvoir et le socialisme, basé sur la planification économique et la gestion ouvrière de la société.

Dans un tel but, les grèves sont un instrument nécessaire, mais non suffisant. Des actions d'autodéfense et d'attaque sont indispensables pour démanteler l'appareil répressif de la junte militaire, forme prise par

l'appareil répressif de l'Etat capitaliste. Nous ne devons pas nous préparer pour restaurer une illusoire démocratie bourgeoise, mais pour la contre-offensive socialiste des masses.

Nous ne pouvons écarter l'idée que face à l'échec de ces dictatures, certains tentent de leur substituer des gouvernements civils moins sanglants. Mais, si nous partons de la compréhension de ces régimes comme résultat de la crise généralisée du système de l'arrière-garde de l'impérialisme, qu'ils sont une nécessité pour prolonger son agonie, il est très aventuré de soutenir que de telles dictatures pourront être renversées par un processus politique pacifique.

Au contraire, on peut prévoir que l'organisation et le développement de la résistance ouvrière engendreront des luttes sociales très violentes, avec tout ce que cela implique.

Les mouvements révolutionnaires qui s'étaient développés dans la dernière phase du populisme péroniste traversent une crise très grave. La social-démocratie et le stalinisme s'efforcent d'utiliser leur désarroi à leurs fins propres. La définition du programme de la résistance, du programme de cette étape de la lutte, par les marxistes-révolutionnaires et leur action dans la reconstruction du mouvement ouvrier, joueront un très grand rôle dans la recentralisation de ces mouvements, en vue de la révolution socialiste.

Il est difficile de concevoir qu'une tâche de cette ampleur puisse être résolue sur l'arène nationale. Le mouvement latino-américain dans son ensemble affronte un nouveau et difficile défi historique. La coordination des expériences et des forces à un niveau continental sont plus nécessaires que jamais. La résistance ne s'affronte pas seulement à la misérable bourgeoisie argentine, mais aussi à la puissance d'un régime impérialiste mondial, qui compte, entre autres recours, sur la complaisance de la bureaucratie des Etats ouvriers dégénérés.

La solidarité internationale, l'internationalisme prolétarien, la montée révolutionnaire en Europe, seront des pièces décisives dans l'organisation de la résistance continentale des travailleurs latino-américains, pour prolonger ou adoucir les douleurs d'un enfantement difficile.

# Parution prochaine des oeuvres de Trotsky 1933-1940

PRESENTATION PAR Rodolphe PRAGER

● Prochainement paraîtra aux éditions EDI le premier volume de la première série des Oeuvres de Léon Trotsky, 1933-1940. C'est une entreprise d'envergure puisque cette première série comprendra près de 25 volumes. Il a été choisi, il est vrai, de produire de petits livres de l'ordre de 300 pages afin que l'achat en soit facilité aux militants et à un large public. Le rythme de parution prévu est de quatre livres par an. Il ne s'agit pas encore d'œuvres complètes du fait qu'une masse considérable d'écrits de Trotsky reste encore inaccessible. Mais c'est un progrès dans ce sens et c'est donc une date importante dans l'étude de la pensée et de l'action de Trotsky.

Il ne s'agit plus, cette fois, d'ouvrages concernant tel ou tel sujet mais d'articles, de brochures, de lettres reproduits dans l'ordre chronologique qui épouse mieux les efforts de Trotsky dirigés prioritairement vers la reconstruction d'un mouvement révolutionnaire, puis vers la création de la IVe Internationale. Nos camarades de Pathfinder Press ont été les premiers à travailler dans ce sens dans les remarquables douze volumes des Writings 1929-1940. Les Oeuvres en français n'auraient pu voir le jour sans ce travail. Elles s'efforcent d'aller au-delà en incluant des livres inédits en français et des titres déjà parus qu'accepteront de céder certains éditeurs. La poursuite de la recherche conduit aussi, naturellement, à découvrir de nouveaux textes et nos camarades américains ont été les premiers à communiquer les écrits qu'ils ont pu trouver après l'achèvement des Writings.

L'une des richesses des Oeuvres sera l'extrême variété des textes reflétant toutes les préoccupations du moment de Trotsky, le développement de sa pensée, sa méthode d'analyse et aussi les difficultés d'ordre divers auxquelles il dut faire face.

## LE TOURNANT VERS LA IVe INTERNATIONALE

Ainsi, le premier volume traite principalement des réajustements que l'opposition de gauche internationale doit opérer après la défaite sans combat du mouvement ouvrier allemand et, singulièrement du PCA. Le livre commence par une lettre du 12 mars au Secrétariat international : « Il faut un nouveau parti en Allemagne ». C'est la fin du cours du redressement interne que l'opposition avait suivie jusqu'alors. Trotsky aborde ce tournant capital prudemment, par étapes, et c'est bien normal. « Nous appelons aujourd'hui à la création en Allemagne d'un nouveau parti afin d'arracher

l'IC des mains de la bureaucratie stalinienne. La question n'est pas de créer la IVe Internationale, mais de sauver la IIIe », est la conclusion de cette lettre. Trois mois plus tard, Trotsky invite l'opposition à cesser de se considérer comme une opposition, à passer à la construction de nouveaux partis et d'une nouvelle Internationale (article du 15 juillet 1933).

En même temps Trotsky voit aboutir les démarches entreprises pour obtenir un visa en France qui lui rendra possible de collaborer plus étroitement avec les organisations trotskystes européennes. Le séjour en France n'est pas sans poser de grands problèmes. Le gouvernement souhaiterait confiner Trotsky en Corse. La réaction et les staliniens se déchaînent. Les Russes blancs pourraient tenter quelque coup. Trotsky quitte la Turquie le 17 juillet, non sans une certaine mélancolie qu'il exprime dans ses « Adieux à Prinkipo » où il évoque en des termes passionnants et passionnés ses parties de pêche en mer.

Mais une foule d'autres sujets sont abordés dans ce livre. Aussi bien sur l'art et la philosophie que sur la politique des formations, centristes et du groupe d'Andrés Nin en Espagne et les problèmes internes de l'opposition de gauche. La correspondance représente une part énorme du combat politique de Trotsky. Dans ses lettres au Secrétariat international, aux dirigeants des sections, se dégagent avec une grande précision les orientations et les démarches tactiques qui lui paraissent s'imposer. Des introductions historiques fournies et des annotations nombreuses sont indispensables pour l'intelligence de ce genre de textes. Ce sera également une des caractéristiques des Oeuvres qui contribueront de la sorte à une connaissance plus intime de l'histoire de ce qu'on appelle le trotskysme, histoire qui reste à écrire.

## L'INSTITUT LÉON TROTSKY

Un projet d'une telle envergure ne pouvait être entrepris que par un travail d'équipe réunissant certains moyens et établissant un réseau de collaborations à l'échelle nationale et internationale. Cela a conduit plusieurs militants à fonder, il y a quelques mois, l'Institut Léon Trotsky (1). Certains d'entre eux sont membres de l'OCI ou de la LCR, d'autres n'appartiennent à aucune organisation, celles-ci n'étant pas impliquées en tant que telles. L'objet de cet Institut est donc la recherche en vue de la publication en français, sur une base scientifique, des textes de Trotsky. Il bénéficie

1) 29, rue Descartes, Paris 5e.

à cet effet du soutien moral et matériel de Sieva Volkov, petit-fils et héritier de Trotsky et de la participation directe de Marguerite Bonnet, mandataire des droits de Trotsky.

La base scientifique qui préside à ce travail ne saurait être compatible, évidemment, avec une utilisation fractionnelle quelconque se rattachant à des différents actuels.

Le bureau de l'Institut délibère sur chaque volume et au cas où des divergences apparaîtraient, qui ne pourraient être réduites, des interprétations différentes seraient publiées sous une forme non polémique. On s'efforcera, évidemment, d'éviter le recours à cette solution qui est une clause de garantie démocratique. L'expérience des premiers volumes mis en chantier est à cet égard très concluante. Les discussions se sont déroulées dans le meilleur esprit. Outre son bureau composé de cinq personnes (2), l'Institut comprend également un comité de parrainage international où figurent d'anciens proches collaborateurs de Trotsky, des personnes proches qui se sont consacrées à l'étude de son œuvre et des historiens du mouvement ouvrier. L'un des soucis essentiels est, précisément, de rechercher une collaboration scientifique internationale sans laquelle une véritable étude de l'œuvre de Trotsky et du mouvement trotskyste international ne saurait se concevoir. Cette collaboration ne peut être qu'égalitaire, bien entendu. L'Institut ne peut y jouer un rôle

particulier, il n'a aucune vocation supra-nationale, il importe de le préciser. Il serait seulement souhaitable que des équipes de recherche se constituent dans d'autres pays où cela ne s'est déjà fait. Chaque équipe aura la faculté d'emprunter les travaux accomplis par l'Institut - comme l'Institut se sert des Writings de Pathfinder - en les adaptant à ses besoins spécifiques sous sa propre responsabilité.

#### LES CAHIERS LÉON TROTSKY

Il faut encore mentionner les Cahiers Léon Trotsky que l'Institut se propose de publier trois ou quatre fois par an et qui permettront de créer un lien avec tous ceux qui portent un intérêt à ses activités. Ces cahiers présenteront des documents réunis au cours des recherches : lettres des proches collaborateurs ou «secrétaires» de Trotsky : Léon Sédov, Erwin Wolf, Walter Held, Jan Frankel par exemple ou d'autres personnes. Témoignages divers, récits et comptes-rendus de travaux universitaires y trouveront également place ainsi que le courrier des lecteurs. L'ambition est de créer un courant d'échange d'idées enrichissantes.

Sans aucun doute les militants et sympathisants de la IVe Internationale suivront avec le plus vif intérêt les réalisations de l'Institut Léon Trotsky et contribueront de leur mieux, sous toutes les formes, au succès de son entreprise.

2) Marguerite Bonnet, présidente; Rodolphe Prager, vice-président; Pierre Broué, directeur scientifique; Jean Risacher, trésorier-secrétaire général; Michel Dreyfus, directeur des «Cahiers Léon Trotsky».

## Document

### Il faut un nouveau parti en Allemagne

Un article de Trotsky du 29 mars 1933

Notre abandon du mot d'ordre de la «réforme» du KPD risque de provoquer des doutes chez certains camarades. Essayons de prévoir quelques-unes des objections possibles :

- a. Nous avons toujours proclamé notre attachement au parti officiel; maintenant nous allons lui tourner le dos. Cela écartera de nous les communistes.
- b. Le parti est maintenant dans l'illégalité. De nombreuses cellules et organisations sont actives un peu partout : il faut les soutenir.
- c. Urbahns et autres vont dire qu'ils avaient raison contre nous de dire que le KPD était

déjà mort.

- d. Nous sommes encore trop faibles pour nous assigner la tâche de créer un nouveau parti.

Toutes ces considérations sont insoutenables. Notre point de départ était que la clé de la situation était entre les mains du KPD. Et c'était juste. Seul un tournant, pris à temps, du KPD, pouvait sauver la situation. S'opposer au parti dans ces conditions en proclamant d'avance sa mort, aurait signifié affirmer *a priori* l'inévitabilité de la victoire du fascisme. Nous ne pouvions le faire. Il fallait épuiser jusqu'au bout toutes les possibilités de la situation ancienne.

Maintenant la situation a fondamentalement changé. La victoire du fascisme est un fait, tout comme l'effondrement du KPD. Il ne s'agit plus ni d'un pronostic, ni d'une critique théorique, mais d'un événement historique considérable qui va pénétrer de plus en plus profondément dans la conscience des masses, y compris dans celle des communistes. Nous devons édifier l'ensemble de notre perspective et de notre stratégie sur les conséquences inévitables de cet événement et non sur des considérations secondaires.

Il est hors de doute que nombre d'éléments subjectivement ré-

volutionnaires de l'ancien parti tenteront de le sauver sans renoncer à son ancienne base principale. On peut s'attendre dans un avenir très proche, une fois passée la stupeur initiale, à une intensification des activités communistes illégales. Mais sans une révision fondamentale de tout le bagage idéologique, sans l'élaboration de méthodes nouvelles, sans une nouvelle sélection de militants, etc., tout ce travail n'a pas d'avenir. Les efforts et les sacrifices consentis sur la base des conceptions d'hier ne constitueront pas les signes d'une renaissance, mais les convulsions de l'agonie. Dans les conditions de la légalité, la politique du centrisme bureaucratique qui repose sur le mensonge, l'appareil et les finances, a longtemps pu donner le sentiment de la puissance. C'est exactement le contraire pour une organisation illégale, qui ne peut tenir que par le dévouement total de ses partisans, car ce dévouement ne peut naître que d'une politique juste et de l'honnêteté idéologique de la direction. Si ces conditions ne sont pas remplies, l'organisation illégale périra inévitablement (exemple : l'Italie).

Il serait inadmissible de nourrir quelque illusion que ce soit sur les perspectives de l'appareil stalinien dans l'illégalité ou de s'orienter face à lui à partir de considérations sentimentales au lieu de politique révolutionnaire. L'appareil est rongé de fonctionnaires rétribués, d'aventuriers, de carriéristes, d'agents fascistes d'hier et d'aujourd'hui. Les éléments honnêtes seront privés de toute boussole. La direction stalinienne instaurera dans le parti illégal un régime plus honteux et infâme que dans le parti légal. Dans ces conditions, le regain du travail illégal ne sera qu'une flambée, bien qu'héroïque. Il n'en résultera que pourriture.

L'Opposition de gauche doit se placer entièrement sur le terrain de la nouvelle situation historique créée par la victoire du fascisme. Il n'est rien de plus dange-

reux, pendant les tournants brusques de l'histoire, que de chercher à se cramponner aux anciennes formules, habituelles et commodes. C'est le chemin direct pour aller à sa perte.

Urbahns et Cie diront : « nous avons toujours dit qu'il fallait un nouveau parti ». Mais le soi-disant parti communiste ouvrier, le KAPD a dit cela bien avant Urbahns, pendant les années où Urbahns s'employait, contre nous, à mener à sa perte le parti officiel. L'essence du sectarisme consiste précisément en ce qu'il mesure les processus historiques à l'échelle de son propre groupe. Le nouveau parti a commencé pour Urbahns au moment de sa propre rupture avec la bureaucratie. Le marxiste, lui, mesure toutes les organisations et tous les groupes à l'échelle du processus historique objectif.

Au cours des deux années écoulées, nous avons à plusieurs reprises écrit que notre attitude vis-à-vis du parti officiel n'avait pas valeur de dogme, et que de grands événements, changeant radicalement la situation de la classe ouvrière, pourraient nous obliger à modifier notre position. Et comme exemple de tel événement, nous avons le plus souvent cité la victoire du fascisme en Allemagne et l'écroulement du pouvoir soviétique. Notre tournant n'a rien de subjectif ni d'arbitraire : il est intégralement dicté par la marche même du développement dans laquelle la politique de la bureaucratie stalinienne a constitué l'élément majeur.

« Nous sommes trop faibles pour proclamer le nouveau parti », nous dit-on. Mais personne ne le propose. Comment et quand sera créé le nouveau parti, cela dépend dans une large mesure des conditions objectives, et pas seulement de nous. Mais il faut

que nous ayons une ligne juste. En entretenant des illusions sur la vitalité de l'ancien parti, nous ne pouvons que freiner la formation du nouveau.

En outre il ne faut pas perdre de vue un instant que des processus de décomposition vont se dérouler non seulement dans le parti officiel, mais aussi dans la social-démocratie, dans le SAP, dans toutes les organisations, groupes et sectes qui ne pourront surmonter l'épreuve de cette catastrophe historique. Dans ces conditions, il faut créer un axe indépendant pour permettre la cristallisation de tous les éléments révolutionnaires, indépendamment de leur passé de parti.

Peut-être nous répondra-t-on : la logique de cette position conduit à une rupture avec l'IC. La logique formelle peut-être. Mais les processus historiques ne se développent pas conformément à la logique formelle, mais de façon dialectique. Nous n'abandonnons pas nos efforts pour sauver le pouvoir soviétique de la ruine vers laquelle l'entraînent les staliens. Nous ne pouvons pas savoir à l'avance quelle sera, dans les autres sections de l'IC, la réaction à la victoire du fascisme. Ici la vérification revient aux événements - avec notre aide.

La question de la rupture ouverte avec la bureaucratie stalinienne en Allemagne a maintenant une importance principale énorme. L'avant-garde révolutionnaire ne pardonnera pas aux staliens le crime historique qu'ils ont commis ! En soutenant l'illusion de la vitalité du parti de Thaelmann-Neumann, nous apparaîtrions aux masses comme les véritables avocats de leur faillite. Cela signifierait que nous serions nous-mêmes en train de glisser sur la pente du centrisme et de la décomposition.